

RAPPORT DE GESTION

AU 30 JUIN 2023 ET AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET
POUR LES TRIMESTRES ET LES SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2023 ET 2022

NOS ACTIVITÉS

Nous détenons un portefeuille d'actifs d'infrastructures dans divers secteurs et diverses zones géographiques. Nous générons des flux de trésorerie stables, environ 90 % de nos flux de trésorerie liés aux opérations (les « FTO ») provenant des produits tirés d'activités réglementées ou contractuelles. Afin d'aider nos porteurs de parts et nos porteurs de parts privilégiées à évaluer notre performance et notre valeur, nous regroupons nos activités en secteurs opérationnels en fonction des similitudes de leurs facteurs économiques sous-jacents.

Nos secteurs opérationnels sont les suivants :

Secteur opérationnel	Type d'actif	Emplacement principal
Services publics <i>Activités réglementées ou contractuelles qui permettent d'obtenir un rendement sur leur base tarifaire</i>	• Transport réglementé • Distribution commerciale et résidentielle	• Amérique du Nord, Amérique du Sud et Asie-Pacifique • Amérique du Nord, Amérique du Sud, Europe et Asie-Pacifique
Transport <i>Procure des services de transport de fret, de marchandises et de passagers</i>	• Chemins de fer • Routes à péage • Terminaux diversifiés	• Amérique du Nord, Amérique du Sud et Asie-Pacifique • Amérique du Sud et Asie-Pacifique • Amérique du Nord, Europe et Asie-Pacifique
Secteur médian <i>Systèmes qui procurent des services de transport, de collecte, de traitement et de stockage</i>	• Secteur médian	• Amérique du Nord
Données <i>Procure des services et des infrastructures essentiels à des sociétés de télécommunications, aux fournisseurs de technologies et d'infonuagique et aux entreprises clientes</i>	• Transmission et distribution de données • Stockage de données	• Amérique du Nord, Europe et Asie-Pacifique • Amérique du Nord, Amérique du Sud, Europe et Asie-Pacifique

INTRODUCTION

Le présent rapport de gestion est la responsabilité de la direction de Brookfield Infrastructure Partners L.P. (notre « société en commandite » et, avec sa filiale et ses entités en exploitation, « Brookfield Infrastructure »). Ce rapport de gestion est daté du 11 août 2023 et il a été approuvé par le conseil d'administration du commandité de notre société en commandite aux fins de publication à cette même date. Le conseil d'administration s'acquitte de ses responsabilités quant à l'examen du présent document principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit, qui se compose exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit examine le présent document et l'approuve avant sa publication en vertu de l'autorité que lui confère le conseil d'administration. Les termes « Brookfield Infrastructure », « nous » et « notre » désignent Brookfield Infrastructure Partners L.P. ainsi que les filiales et les entités en exploitation directes et indirectes de notre société en commandite en tant que groupe. Ce rapport de gestion devrait être lu parallèlement aux plus récents états financiers annuels et intermédiaires publiés de Brookfield Infrastructure Partners L.P. Des renseignements supplémentaires, y compris le formulaire 20-F de Brookfield Infrastructure, sont disponibles sur le site Web de la société en commandite à l'adresse www.bip.brookfield.com, sur le site Web de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca et sur le site Web d'EDGAR à l'adresse www.sec.gov/edgar.shtml.

Aperçu des activités

Brookfield Infrastructure est une société d'infrastructure mondiale de premier plan qui possède et exploite des actifs de grande qualité, essentiels et de longue durée dans les secteurs des services publics, du transport, des activités du secteur médian et des données partout en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Asie-Pacifique et en Europe. Elle se concentre sur les actifs dont les produits contractuels et réglementés génèrent des flux de trésorerie prévisibles et stables.

Nous avons pour mission de détenir et d'exploiter un portefeuille diversifié à l'échelle mondiale d'actifs d'infrastructures de grande qualité qui généreront à long terme des distributions durables et croissantes pour nos porteurs de parts. Pour réaliser cet objectif, nous chercherons à tirer parti de nos secteurs opérationnels afin d'acquérir des actifs d'infrastructures et de les gérer activement pour générer une valeur supplémentaire à la suite de notre investissement initial. Au fur et à mesure que l'entreprise s'oriente vers la maturité et que le risque lié aux flux de trésorerie a été réduit, nous cherchons à recycler les capitaux et à les réinvestir dans des actifs qui devraient produire des rendements plus élevés. Une partie intégrante de notre stratégie consiste à participer, de concert avec des investisseurs institutionnels, aux fonds liés aux infrastructures dont Brookfield Corporation (conjointement avec ses entités liées autres que nous, « Brookfield ») est le promoteur qui visent des acquisitions correspondant à notre profil. Nous mettons l'accent sur les placements sur lesquels Brookfield exerce une influence ou un contrôle suffisants pour mettre en place une démarche axée sur les activités.

Cibles de rendement et mesures clés

À long terme, nous visons à obtenir un rendement total de 12 % à 15 % par année sur les actifs d'infrastructures que nous détenons. Nous avons l'intention de générer ce rendement au moyen des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation ainsi que de la croissance provenant des investissements liés à l'amélioration et à l'élargissement de nos actifs, de même que par l'intermédiaire d'acquisitions. Nous établissons principalement nos distributions à nos porteurs de parts en fonction d'une analyse de notre performance opérationnelle. Les FTO servent à évaluer notre performance opérationnelle, et leur montant par part peut servir d'indicateur de la croissance future des distributions à long terme. De plus, nos mesures de la performance suivent l'évolution des principaux inducteurs de valeur de chacun de nos secteurs opérationnels. Se reporter à la rubrique « Information sectorielle » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Politique de distribution

Nos distributions s'appuient sur des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation stables et issus d'activités contractuelles et hautement réglementées. L'objectif de la société en commandite est de verser des distributions durables. La cible du ratio de distribution de la société en commandite se situe entre 60 % et 70 % des FTO. Lorsque nous déterminons ce que nous considérons comme un ratio de distribution prudent, nous conservons généralement une tranche d'environ 15 % à 20 % des FTO qui servira à financer la composante capitaux propres de nos investissements de croissance récurrents.

Le 10 juin 2022, Brookfield Infrastructure a procédé à un fractionnement de nos parts, des actions échangeables de BIPC, des parts d'Exchange LP et des parts de société en commandite échangeables de BIPC, à raison de trois pour deux, au moyen d'une subdivision en vertu de laquelle les porteurs de parts et les actionnaires ont reçu une demi-part ou une demi-action additionnelle pour chaque part ou chaque action détenue. Les parts de commandité gestionnaire, les parts de commandité spécial et les parts de société en commandite rachetables de la société de portefeuille SEC ont été fractionnées au même moment. Le fractionnement ne concernait pas les parts privilégiées de Brookfield Infrastructure.

Compte tenu des perspectives actuelles pour nos activités, le conseil d'administration de notre commandité a approuvé une hausse de 6 % d'un exercice à l'autre de notre distribution trimestrielle pour la porter à 0,3825 \$ par part (ou 1,53 \$ par part sur une base annuelle), à compter de la distribution payée en mars 2023, une augmentation proportionnelle ayant été effectuée par le conseil d'administration de BIPC en ce qui concerne les porteurs d'actions échangeables de BIPC. Cette hausse reflète l'apport prévu de nos projets d'investissement récemment mis en service et le rendement en trésorerie attendu des acquisitions conclues au cours du dernier exercice. Les distributions ont augmenté selon un taux de croissance annuel composé de 8 % au cours des dix dernières années. Compte tenu de l'augmentation par part que nous prévoyons enregistrer dans nos activités, nous visons une augmentation de la distribution annuelle de 5 % à 9 %.

Mode de présentation

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés en conformité avec la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et à l'aide des méthodes comptables adoptées par Brookfield Infrastructure pour ses états financiers consolidés au 31 décembre 2022 et pour l'exercice clos à cette date. Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités comprennent les comptes de Brookfield Infrastructure et des entités sur lesquelles elle exerce un contrôle. Brookfield Infrastructure comptabilise les placements sur lesquels elle exerce une influence notable ou un contrôle conjoint, mais non un contrôle, selon la méthode de la mise en équivalence.

Les titres de capitaux propres de notre société en commandite comprennent les parts détenues par des porteurs de parts dans le public, les parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, les actions échangeables de BIPC détenues par des actionnaires dans le public et par Brookfield ainsi que les parts d'Exchange LP et les parts de société en commandite échangeables de BIPC détenues par des actionnaires dans le public. Nos parts et les parts de société en commandite rachetables présentent les mêmes caractéristiques économiques à tous les égards, à l'exception du fait que les parts de société en commandite rachetables accordent à Brookfield le droit de demander le rachat de ses parts moyennant une contrepartie en trésorerie. Si Brookfield exerçait ce droit, notre société en commandite pourrait, à sa discrétion, satisfaire la demande de rachat au moyen de nos parts, à raison de une pour une, plutôt que d'une contrepartie en trésorerie. Par conséquent, à titre de porteur de parts de société en commandite rachetables, Brookfield a droit au bénéfice et aux distributions par part équivalant à la participation par part des parts de société en commandite de notre société en commandite. Toutefois, compte tenu de l'option de rachat dont il est fait mention précédemment, nous présentons les parts de société en commandite rachetables en tant que composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

En outre, Exchange LP, une filiale de notre société en commandite, a émis des parts d'Exchange LP dans le cadre de la fermeture du capital d'Enercare Inc. en octobre 2018. Les parts d'Exchange LP procurent à leurs porteurs des modalités financières quasi équivalentes à celles de nos parts et sont échangeables contre nos parts à raison de une pour une. Compte tenu de l'option d'échange, nous présentons les parts d'Exchange LP à titre de composante distincte de la participation ne donnant pas le contrôle.

Le 31 mars 2020, notre société en commandite a achevé la constitution de BIPC avec la distribution spéciale. Chaque porteur de parts inscrit en date du 20 mars 2020 a alors reçu une action échangeable de BIPC pour chaque tranche de neuf parts détenue. Les porteurs d'actions échangeables de BIPC ont le droit d'échanger la totalité ou une partie de leurs actions contre une part pour chaque action échangeable de BIPC détenue, ou contre l'équivalent en trésorerie, selon le critère du montant déterminé contre un nombre déterminé. BIPC ou la société en commandite, selon le cas, peuvent chacune régler les demandes d'échange de porteurs d'actions échangeables de BIPC au moyen de parts plutôt qu'au moyen d'un paiement en trésorerie. De plus, la société en commandite peut échanger toutes les actions échangeables de BIPC contre des parts à notre gré, selon le critère du montant déterminé contre un nombre déterminé. En raison des caractéristiques des actions, nous présentons les actions échangeables de BIPC en tant que composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

Finalement, aux troisième et quatrième trimestres de 2021, BIPC Exchange LP, une filiale de notre société en commandite, a émis des parts de société en commandite échangeables de BIPC dans le cadre de l'acquisition de notre entreprise diversifiée du secteur médian au Canada. Les parts de société en commandite échangeables de BIPC procurent à leurs porteurs des modalités financières quasi équivalentes à celles d'une action échangeable de BIPC et sont échangeables à raison de une pour une contre des actions échangeables de BIPC. Compte tenu des options d'échange, nous présentons les parts de société en commandite échangeables de BIPC à titre de composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

Lorsque nous analysons les résultats de nos secteurs opérationnels, nous présentons la quote-part des résultats revenant à Brookfield Infrastructure des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur de chacun de ces secteurs opérationnels sur la performance globale de notre société en commandite. Par conséquent, l'information sectorielle au titre des produits, des coûts attribuables aux produits, des autres produits, des charges d'intérêts, des amortissements, de l'impôt différé, des ajustements de la juste valeur et des autres éléments diffère des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'elle : 1) comprend la quote-part de Brookfield Infrastructure (de la perte) du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises attribuable à chacun des éléments ci-dessus et 2) exclut la quote-part du bénéfice des participations consolidées non détenues par Brookfield Infrastructure répartie entre chacun des éléments susmentionnés. Toutefois, le résultat net pour chaque secteur est conforme aux résultats présentés selon les normes IFRS.

Le dollar américain est notre monnaie de présentation et notre monnaie fonctionnelle. Nous n'avons apporté aucun changement de méthode comptable ayant eu une incidence significative sur la comparabilité des résultats d'un exercice à l'autre.

EXAMEN DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Sous cette rubrique, nous examinons notre performance et notre situation financière consolidées au 30 juin 2023 et au 31 décembre 2022 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2023 et 2022. D'autres détails sur les facteurs clés de nos activités et de notre situation financière sont présentés à la rubrique « Information sectorielle » du présent rapport de gestion.

EN M\$ US, SAUF LES DONNÉES PAR PART	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Sommaire des états du résultat net				
Produits	4 256 \$	3 681 \$	8 474 \$	7 092 \$
Coûts d'exploitation directs	(3 280)	(2 712)	(6 509)	(5 218)
Frais généraux et administratifs	(109)	(108)	(212)	(229)
Charges d'intérêts	(567)	(469)	(1 135)	(878)
Quote-part du bénéfice (de la perte) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	273	(34)	376	20
Profits (pertes) liés à la valeur de marché	87	165	(7)	133
Autres produits	295	56	200	91
Charge d'impôt	(182)	(154)	(271)	(292)
Bénéfice net	773	425	916	719
Bénéfice net attribuable à notre société en commandite ¹	378	176	401	246
Bénéfice net par part de société en commandite	0,38 \$	0,13 \$	0,31 \$	0,12 \$

1. Comprend le bénéfice net attribuable aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.

Trimestres clos les 30 juin 2023 et 2022

Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 juin 2023 s'est chiffré à 773 M\$, dont un bénéfice de 378 M\$ (un bénéfice de 0,38 \$ par part) est attribuable à notre société en commandite, comparativement à un bénéfice net de 425 M\$ pour l'exercice précédent, dont un bénéfice de 176 M\$ (un bénéfice de 0,13 \$ par part) était attribuable à notre société en commandite. Les résultats de l'exercice considéré ont tiré parti de l'apport des acquisitions conclues récemment, de la croissance interne de l'ensemble de nos activités de base et des profits réalisés sur chacune des six ventes d'actifs conclues au deuxième trimestre. Ces incidences positives ont été partiellement contrebalancées par la hausse des coûts d'emprunt liée au financement de nos initiatives de croissance. Les récentes cessions ont fourni un apport d'environ 430 M\$ aux profits nets de la société en commandite.

Les produits se sont chiffrés à 4 256 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2023, ce qui représente une hausse de 575 M\$ par rapport à la période correspondante de 2022. Les produits tirés de notre secteur des services publics ont augmenté de 609 M\$, principalement en raison de l'acquisition d'une entreprise d'infrastructure de décarbonation résidentielle en Amérique du Nord et en Europe au trimestre précédent, partiellement contrebalancée par le dessaisissement de cinq lignes de transport d'électricité au Brésil en novembre 2022. Notre secteur médian a fourni un apport additionnel aux produits de 48 M\$, découlant principalement de la solide performance de notre entreprise de stockage de gaz en Amérique du Nord. Les produits tirés de notre secteur du transport ont augmenté de 7 M\$ en raison des hausses de tarifs en fonction de l'inflation, partiellement contrebalancées par la cession de notre entreprise de routes à péage en Inde. Les produits tirés de notre secteur des données ont augmenté de 14 M\$, principalement en raison de la croissance interne de notre entreprise de tours de télécommunications au Royaume-Uni. Le change a donné lieu à une diminution de 103 M\$ de nos produits libellés en dollars américains, le taux de change moyen trimestriel de la plupart des monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités s'étant affaibli par rapport à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 3 280 M\$, en hausse de 568 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2022. Les coûts directs ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des coûts marginaux de 653 M\$ (y compris l'amortissement des immobilisations corporelles) liés aux entreprises récemment acquises et des coûts liés aux initiatives de croissance interne. L'incidence des récentes cessions et du change a donné lieu à une diminution globale de nos coûts libellés en dollars américains de 85 M\$.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 109 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2023, soit un résultat comparable à celui de l'exercice précédent. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % de la valeur de marché combinée de notre société en commandite et de BIPC majoré des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours.

Les charges d'intérêts pour le trimestre clos le 30 juin 2023 se sont chiffrées à 567 M\$, soit une augmentation de 98 M\$ par rapport à la période correspondante de 2022. Les charges d'intérêts ont augmenté d'environ 80 M\$ en raison des initiatives de croissance, y compris des récentes acquisitions, déduction faite des cessions, de la mise en service du complexe pétrochimique Heartland et d'autres projets d'investissement de croissance financés en partie au moyen de nouveaux emprunts.

La quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises revenant à notre société en commandite a augmenté de 307 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2022. L'augmentation est attribuable aux profits comptabilisés relativement à notre programme de réinvestissement de capital à la vente d'une entreprise de distribution de données en Nouvelle-Zélande et d'un portefeuille de stockage de gaz aux États-Unis.

Les profits liés à la valeur de marché se sont élevés à 87 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2023, comparativement à des pertes de 165 M\$ à l'exercice précédent. Ces résultats se composent principalement, tant pour la période considérée que pour la période comparative, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux contrats de change au niveau de la société en commandite et des fluctuations des prix des marchandises.

Les autres produits se sont élevés à 295 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2023, ce qui représente une augmentation par rapport aux autres produits de 56 M\$ présentés pour la période correspondante de 2022. L'augmentation est principalement attribuable aux profits à la cession d'un portefeuille de routes à péage en Inde et d'un port dont nous étions le propriétaire franc à Victoria, en Australie, ainsi qu'à la cession partielle de notre participation dans un gazoduc américain. Les autres charges comprennent des charges de désactualisation et des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, la charge d'impôt s'est chiffrée à 182 M\$, ce qui représente une augmentation par rapport au montant de 154 M\$ comptabilisé pour la période correspondante de 2022, qui s'explique par l'apport de l'acquisition récente.

Semestres clos les 30 juin 2023 et 2022

Le bénéfice net pour le semestre clos le 30 juin 2023 s'est chiffré à 916 M\$, dont un bénéfice de 401 M\$ (0,31 \$ par part) est attribuable à notre société en commandite, comparativement à un bénéfice net de 719 M\$ pour l'exercice précédent, dont une tranche de 246 M\$ (0,12 \$ par part) était attribuable à notre société en commandite. Les résultats de l'exercice considéré ont profité de l'incidence de notre programme de réinvestissement de capital, de l'apport des récentes acquisitions et de la croissance interne de l'ensemble de nos activités de base. Les récentes cessions ont fourni un apport d'environ 430 M\$ aux profits nets de la société en commandite.

Les produits se sont chiffrés à 8 474 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2023, ce qui représente une hausse de 1 382 M\$ par rapport à la période correspondante de 2022. Les produits tirés de notre secteur des services publics ont augmenté de 1 369 M\$, en raison de l'acquisition d'une entreprise d'infrastructure de décarbonation résidentielle en Amérique du Nord et en Europe au trimestre précédent. Notre secteur médian a fourni un apport additionnel aux produits de 210 M\$, découlant principalement de la solide performance continue de notre entreprise de stockage de gaz en Amérique du Nord. Les produits tirés de notre secteur du transport ont augmenté de 36 M\$ en raison des hausses de tarifs en fonction de l'inflation. Les produits tirés de notre secteur des données ont augmenté de 34 M\$, principalement en raison de la croissance interne de nos entreprises de tours de télécommunications en Inde et au Royaume-Uni. Le change a donné lieu à une diminution de 267 M\$ de nos produits libellés en dollars américains dans tous nos secteurs, le taux de change moyen de la plupart des monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités s'étant affaibli par rapport à l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2023, les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 6 509 M\$, en hausse de 1 291 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2022. Les coûts directs ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des coûts marginaux de 1 224 M\$ (y compris l'amortissement des immobilisations corporelles) liés aux entreprises récemment acquises et des coûts de 284 M\$ liés aux initiatives de croissance interne. L'incidence des récentes cessions et du change a donné lieu à une diminution de nos coûts libellés en dollars américains de 217 M\$.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 212 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2023, en baisse de 17 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2022. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % de la valeur de marché combinée de notre société en commandite et de BIPC majoré des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours. La diminution par rapport à l'exercice précédent est attribuable à une baisse du cours de nos titres en circulation.

Les charges d'intérêts pour le semestre clos le 30 juin 2023 se sont chiffrées à 1 135 M\$, ce qui représente une hausse de 257 M\$ par rapport à la période correspondante de 2022. Les charges d'intérêts ont augmenté d'environ 210 M\$ en raison des initiatives de croissance, y compris des récentes acquisitions, déduction faite des cessions, de la mise en service du complexe pétrochimique Heartland, des titres d'emprunt émis par notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil aux fins du remboursement d'une contrepartie différée payée en avril 2022 et d'autres projets d'investissement de croissance financés en partie au moyen de nouveaux emprunts.

La quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises revenant à notre société en commandite s'est élevée à 376 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2023, soit une hausse de 356 M\$ par rapport à la période correspondante de 2022. L'augmentation est attribuable aux profits comptabilisés relativement à notre programme de réinvestissement de capital à la vente de notre entreprise de distribution de données en Nouvelle-Zélande et de notre portefeuille de stockage de gaz aux États-Unis.

Les pertes liées à la valeur de marché se sont élevées à 7 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2023, comparativement à des profits de 133 M\$ à l'exercice précédent. Ces résultats se composent principalement, tant pour la période considérée que pour la période comparative, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux activités de couverture de change au niveau de la société en commandite. Le profit pour la période précédente tient principalement à la dépréciation de plusieurs des monnaies que nous couvrons par rapport au dollar américain.

Pour le semestre clos le 30 juin 2023, les autres produits se sont chiffrés à 200 M\$, comparativement à 91 M\$ pour la période correspondante de 2022. L'augmentation est principalement attribuable aux profits à la cession de notre entreprise de routes à péage en Inde et d'un port dont nous étions le propriétaire franc à Victoria, en Australie, ainsi qu'à la cession partielle de notre participation dans un gazoduc américain.

La charge d'impôt s'est établie à 271 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2023, en baisse de 21 M\$ par rapport à la période correspondante de 2022, en raison d'une diminution de l'impôt sur le résultat liée à la baisse du bénéfice imposable présenté par nos entreprises au cours de l'exercice considéré.

Sommaire des mesures clés des états de la situation financière

	Au 30 juin 2023	Au 31 décembre 2022
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 380 \$	1 279 \$
Immobilisations corporelles	38 090	37 291
Immobilisations incorporelles	15 476	11 822
Total de l'actif	81 671	72 969
Emprunts généraux	4 691	3 666
Emprunts sans recours	30 892	26 567
Total du passif	53 048	47 415
Capital des commanditaires	5 229	5 372
Capital du commandité	26	27
Participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	2 195	2 263
Participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC	1 254	1 289
Participation ne donnant pas le contrôle – parts échangeables ¹	68	72
Participation ne donnant pas le contrôle – billets subordonnés perpétuels	293	293
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation	18 640	15 320
Porteurs de parts privilégiées	918	918
Capitaux propres attribuables à la société en commandite ²	8 772	9 023
Total des capitaux propres	28 623	25 554

1. Comprend la participation ne donnant pas le contrôle attribuable aux parts d'Exchange LP et aux parts de société en commandite échangeables de BIPC.
2. Comprend les capitaux propres attribuables aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.

Au 30 juin 2023, le total de l'actif s'établissait à 81,7 G\$, en hausse par rapport à 73,0 G\$ au 31 décembre 2022. L'acquisition d'une entreprise d'infrastructure de décarbonation résidentielle et d'un portefeuille de tours de télécommunications en Europe, les initiatives de croissance interne et l'incidence du change ont donné lieu à une augmentation de l'actif consolidé de 11,4 G\$. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la dotation aux amortissements et par les cessions, facteurs qui ont donné lieu à une réduction du total de l'actif de 1,3 G\$ et de 1,4 G\$, respectivement.

Les immobilisations corporelles ont augmenté, passant de 37,3 G\$ à 38,1 G\$, en raison des investissements dans les immobilisations et de l'incidence du change, facteurs partiellement contrebalancés par la dotation à l'amortissement. Les immobilisations incorporelles ont augmenté, passant de 11,8 G\$ à 15,5 G\$, en raison des entrées de 3,5 G\$ principalement liées aux acquisitions conclues en 2023 et de l'incidence du change de 0,5 G\$, facteurs partiellement contrebalancés par la dotation à l'amortissement de 0,4 G\$.

Les emprunts généraux ont augmenté de 1,0 G\$ par rapport au 31 décembre 2022. Cette hausse s'explique par les prélèvements de 0,5 G\$ sur notre facilité de crédit générale et par les prélèvements nets de 0,5 G\$ sur notre programme de papier commercial. Le produit de nos emprunts généraux a servi à financer l'acquisition d'une entreprise d'infrastructure de décarbonation résidentielle en Amérique du Nord et en Europe et notre participation dans un portefeuille de tours de télécommunications en Europe.

Les emprunts sans recours ont augmenté de 4,3 G\$ par rapport au 31 décembre 2022. Les acquisitions conclues en 2023, les emprunts additionnels et l'incidence du change ont donné lieu à une augmentation de 1,2 G\$, de 2,4 G\$ et de 0,7 G\$ des emprunts sans recours, respectivement.

Nos capitaux propres ont diminué pour s'établir à 8,8 G\$, comparativement à 9,0 G\$ au 31 décembre 2022, car le bénéfice généré par nos activités et l'incidence favorable de la conversion des devises ont été plus que contrebalancés par l'incidence des distributions.

Conversion des devises

En raison de la nature de nos activités à l'échelle mondiale, les fluctuations des monnaies étrangères pourraient avoir une incidence sur les résultats financiers de la période considérée. Le tableau suivant illustre les taux de change les plus importants qui ont une incidence sur nos activités.

	Taux à la fin de la période			Taux moyen					
	Au 30 juin 2023	Au 31 décembre 2022	Variation	Pour les trimestres clos les 30 juin			Pour les semestres clos les 30 juin		
				2023	2022	Variation	2023	2022	Variation
Dollar australien	0,6664	0,6813	(2) %	0,6682	0,7143	(6) %	0,6759	0,7194	(6) %
Real brésilien	0,2075	0,1917	8 %	0,2021	0,2030	— %	0,1971	0,1969	— %
Livre sterling	1,2703	1,2083	5 %	1,2523	1,2563	— %	1,2339	1,2983	(5) %
Dollar canadien	0,7550	0,7382	2 %	0,7448	0,7834	(5) %	0,7422	0,7865	(6) %
Roupie indienne	0,0122	0,0121	1 %	0,0122	0,0129	(5) %	0,0122	0,0131	(7) %

Au 30 juin 2023, nos capitaux propres consolidés, qui se chiffraient à 28,6 G\$ étaient investis dans les monnaies suivantes : dollar canadien – 31 %; dollar américain – 21 %; livre sterling – 16 %; dollar australien – 9 %; real brésilien – 7 %; roupie indienne – 6 %; autres monnaies – 10 %. En raison de notre programme de couverture de change, 59 % de nos capitaux propres sont effectivement libellés en dollars américains. La plupart des monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités se sont appréciées par rapport au dollar américain depuis le 31 décembre 2022, ce qui a entraîné une augmentation des valeurs comptables des actifs et des passifs de nos activités par rapport au 31 décembre 2022.

Le tableau suivant présente la répartition de l'incidence de la conversion des devises sur les capitaux propres en fonction des monnaies autres que le dollar américain les plus importantes.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Dollar australien	(10) \$	(220) \$	(64) \$	(137) \$
Real brésilien	105	(279)	144	149
Livre sterling	168	(251)	272	(354)
Dollar canadien	181	(253)	148	(163)
Roupie indienne	—	(128)	7	(198)
Autres	97	(155)	236	(48)
	541	(1 286)	743	(751)
Couvertures de change ¹	(112)	315	(154)	288
	429 \$	(971) \$	589 \$	(463) \$
Attribuable aux éléments suivants :				
Porteurs de parts	133 \$	(420) \$	176 \$	(141) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	296	(551)	413	(322)
	429 \$	(971) \$	589 \$	(463) \$

1. Inclut les couvertures d'investissement net et de flux de trésorerie au titre des devises des filiales et des entreprises associées, et exclut les couvertures de flux de trésorerie au titre des taux d'intérêt.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023, l'incidence de la conversion des devises sur les capitaux propres, y compris ceux attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, a représenté un profit de 541 M\$ et de 743 M\$, respectivement.

Les taux de change moyens ont une incidence sur les équivalents en dollars américains des produits et du bénéfice net liés aux activités autres que celles aux États-Unis, sur une base comparable. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023, les taux de change moyens des principales monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités se sont dépréciés par rapport au dollar américain, ce qui a donné lieu à une diminution des équivalents en dollars américains des produits et du bénéfice net libellés dans ces monnaies.

Nous avons recours à des contrats financiers et à des instruments d'emprunt libellés en monnaies locales pour couvrir l'exposition à la plupart des devises. Nous bénéficions d'une couverture considérable à l'égard des monnaies britannique, australienne, européenne et canadienne. Par conséquent, l'incidence des fluctuations des devises a été partiellement contrebalancée par les pertes comptabilisées sur nos couvertures de change. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023, notre programme de couverture a réduit l'incidence du change de 112 M\$ et de 154 M\$, respectivement.

Sommaire des résultats trimestriels

Les résultats trimestriels pour les huit plus récents trimestres se présentent comme suit :

EN M\$ US, SAUF LES MONTANTS PAR PART	2023		2022				2021	
Trimestres clos	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits	4 256 \$	4 218 \$	3 708 \$	3 627 \$	3 681 \$	3 411 \$	3 252 \$	2 939 \$
Coûts d'exploitation directs	(3 280)	(3 229)	(2 702)	(2 590)	(2 712)	(2 506)	(2 375)	(2 132)
Quote-part du bénéfice (de la perte) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	273	103	(13)	5	(34)	54	(13)	24
Charges								
Intérêts	(567)	(568)	(497)	(480)	(469)	(409)	(383)	(368)
Frais généraux et administratifs	(109)	(103)	(95)	(109)	(108)	(121)	(113)	(102)
Éléments d'évaluation								
Variations de la juste valeur et autres	382	(189)	29	41	221	3	175	290
Charge d'impôt	(182)	(89)	(135)	(133)	(154)	(138)	(79)	(115)
Bénéfice net	773	143	295	361	425	294	464	536
Bénéfice net attribuable à d'autres entités ¹	587	168	302	329	355	288	414	311
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux commanditaires	186	(25)	(7)	32	70	6	50	225
Bénéfice net (perte nette) par part de société en commandite ²	0,38 \$	(0,07) \$	(0,03) \$	0,05 \$	(0,13) \$	(0,01) \$	0,09 \$	0,48 \$

1. Comprend le bénéfice net attribuable au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC, à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – participations d'autres entités dans les filiales en exploitation.

2. Se reporter à la note 15, « Capitaux propres », pour plus de détails.

La croissance interne, qui comprend l'indexation en fonction de l'inflation, la croissance des volumes liée au PIB et le réinvestissement de capital sont toujours des facteurs clés pour nos résultats. En outre, les résultats ont profité de l'apport des nouveaux placements au cours des huit derniers trimestres. En supposant un taux de change constant, ces éléments se sont soldés par des augmentations de nos produits, de nos coûts d'exploitation directs, de nos charges d'intérêts et de notre dotation aux amortissements. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par l'incidence des cessions. En plus des éléments susmentionnés, le bénéfice net est également touché par les ajustements de la juste valeur, par les fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché et par les autres produits et charges.

Nos activités continuent d'afficher des résultats financiers conformes aux attentes. Notre société en commandite bénéficie de la diversification marquée sur les plans sectoriel et géographique, de la propriété d'actifs essentiels et de longue durée, d'importantes barrières à l'entrée des secteurs dans lesquels nous exerçons nos activités et de flux de trésorerie qui sont générés en vertu de cadres contractuels ou réglementés à long terme. Soutenus également par notre approche axée sur des principes en ce qui a trait à la sélection des contreparties et à la structure du capital, nous générons des flux de trésorerie stables et prévisibles.

PRINCIPAUX POSTES DES ÉTATS DU RÉSULTAT NET ET DES ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Pour mesurer la performance, nous nous concentrons sur le bénéfice net, une mesure conforme aux normes IFRS, ainsi que sur certaines mesures non conformes aux normes IFRS, y compris, mais sans s'y limiter, les FTO, les FTOA, le BAIIA ajusté et le capital investi. Nous définissons les FTO comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, de l'évaluation à la valeur de marché et des autres produits (charges) qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Les FTO comprennent les soldes attribuables à la société en commandite générés par les participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et excluent les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées. Nous définissons les FTOA comme les FTO diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien).

Outre les FTO et les FTOA, nous analysons le BAIIA ajusté, que nous définissons comme le bénéfice net excluant l'incidence des charges d'intérêts, des amortissements, de l'impôt sur le résultat, de l'évaluation à la valeur de marché et des autres produits (charges) correspondant aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Le BAIIA ajusté comprend les soldes attribuables à la société en commandite générés par les participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres, déduction faite des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Tout comme le bénéfice net et d'autres mesures conformes aux normes IFRS, les FTO et le BAIIA ajusté sont des mesures clés de notre performance financière que nous utilisons pour évaluer les résultats et la performance de nos activités sur une base sectorielle. Les FTOA sont également une mesure de la performance opérationnelle et ils représentent la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice durable. Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société en commandite, est une mesure que nous utilisons pour évaluer les rendements du capital investi par rapport aux rendements visés.

Puisque ces mesures ne sont pas calculées conformément aux normes IFRS et qu'elles n'ont aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS, il est peu probable que les FTO, les FTOA, le BAIIA ajusté et le capital investi soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs, et ils constituent des outils d'analyse qui comportent des limites. Plus particulièrement, notre définition des FTO peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par la REALpac et la NAREIT, entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les normes IFRS.

Pour plus de détails concernant notre utilisation des FTO, des FTOA, du BAIIA ajusté et du capital investi, ainsi que pour un rapprochement de ces mesures avec les mesures conformes aux normes IFRS les plus comparables, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion.

EN M\$ US, SAUF LES DONNÉES PAR PART	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
Mesures clés	2023	2022	2023	2022
Bénéfice net attribuable à la société en commandite ¹	378 \$	176 \$	401 \$	246 \$
Bénéfice net par part de société en commandite ²	0,38	0,13	0,31	0,12
FTO ³	552	513	1 106	1 006
FTO par part ⁴	0,72	0,67	1,44	1,31
FTOA ³	422	414	882	838
Rendement du capital investi ⁵	13 %	12 %	13 %	12 %
BAIIA ajusté	853	749	1 715	1 454
Distributions par part ⁶	0,38	0,36	0,77	0,72
Ratio de distribution des FTO ⁷	68 %	69 %	68 %	71 %
Ratio de distribution des FTOA ⁸	89 %	86 %	85 %	85 %

1. Comprend le bénéfice net attribuable aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.
2. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 458,7 millions et à 458,5 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023 (2022 – 458,0 millions et 458,0 millions).
3. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et des FTO, des FTOA et du BAIIA ajusté.
4. Le nombre moyen de parts en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 771,6 millions et à 771,5 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023 (2022 – 771,1 millions et 771,1 millions).
5. Nous définissons le rendement du capital investi comme les FTOA, après un ajustement pour tenir compte d'une tranche estimative du bénéfice qui représente un remboursement de capital à l'égard des entreprises qui reposent sur des concessions, divisés par le capital investi. L'estimation du remboursement de capital pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023 s'est chiffrée à 30 M\$ et à 60 M\$, respectivement (2022 – 36 M\$ et 72 M\$). Aux fins du calcul de la moyenne du capital investi de l'exercice précédent, le rachat de parts privilégiées et l'émission de billets subordonnés perpétuels de 220 M\$ et de 293 M\$, respectivement, ont été présumés avoir eu lieu au même moment, soit en janvier 2022. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement des capitaux propres et du capital investi.
6. Les distributions par part sont définies comme la somme des distributions de la société en commandite moins les distributions incitatives, divisées par le total des parts de société en commandite, des parts de commandité, des parts de société en commandite rachetables, des parts d'Exchange LP, des parts de société en commandite échangeables de BIPC et des actions échangeables de BIPC en circulation à la date de clôture des registres. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023, la société en commandite a versé des distributions trimestrielles de 0,38 \$ par part et de 0,77 \$ par part, respectivement (2022 – 0,36 \$ par part et 0,72 \$ par part).
7. Le ratio de distribution des FTO est défini comme les distributions versées (y compris les distributions incitatives du commandité, les distributions sur parts privilégiées et les intérêts sur les billets perpétuels classés dans les capitaux propres) divisées par les FTO.
8. Le ratio de distribution des FTOA est défini comme les distributions versées (y compris les distributions incitatives du commandité, les distributions sur parts privilégiées et les intérêts sur les billets perpétuels classés dans les capitaux propres) divisées par les FTOA.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, les FTO ont totalisé 552 M\$ (0,72 \$ par part), comparativement à des FTO de 513 M\$ (0,67 \$ par part) pour le trimestre correspondant de 2022. La croissance interne s'est située près de la tranche supérieure de notre fourchette de 6 % à 9 %, reflétant les avantages conférés par l'inflation élevée dans nos secteurs du transport et des services publics, ainsi que le bénéfice lié à la mise en service de projets d'investissement au cours des 12 derniers mois. Les résultats ont également profité de l'apport additionnel d'environ 2,1 G\$ du capital investi au cours du dernier exercice dans le cadre de trois acquisitions, facteur partiellement contrebalancé par l'incidence de la vente d'actifs et par la hausse des coûts d'emprunt liés au financement de nos nouveaux investissements.

INFORMATION SECTORIELLE

Sous cette rubrique, nous examinons les résultats de nos principaux secteurs opérationnels, soit les services publics, le transport, le secteur médian, les données et le siège social. Les mesures clés sont présentées selon la quote-part de notre société en commandite des résultats sous-jacents, et prennent en compte la participation de Brookfield Infrastructure dans des entreprises comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, sur lesquelles notre société en commandite exerce un contrôle, une influence notable ou un contrôle conjoint. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour obtenir une analyse de l'importance de l'information présentée par notre société en commandite, les limites associées à cette information ainsi qu'un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net de notre société en commandite conformément aux normes IFRS.



Services publics

Notre secteur des services publics est composé d'entreprises qui nous permettent de gagner un rendement sur des actifs au sein d'un marché réglementé ou théoriquement prévu, que nous appelons la base tarifaire, ou des produits des activités ordinaires conformément à des accords de concession à long terme, à des contrats bilatéraux privés approuvés ou ratifiés par l'organisme de réglementation ou à des cadres de contrôle des prix. Elles comprennent nos entreprises de transport réglementé ainsi que de distribution commerciale et résidentielle. Notre base tarifaire augmente selon le capital investi pour moderniser et développer nos réseaux. Selon le territoire, notre base tarifaire peut également augmenter avec l'inflation et les investissements de maintien ou encore diminuer avec la dépréciation réglementaire. Le rendement obtenu est généralement déterminé par un organisme de réglementation pour des périodes prescrites. Par la suite, il peut être assujéti à des révisions d'usage sur la base de critères établis. Notre portefeuille diversifié d'actifs nous permet d'atténuer l'exposition aux risques liés à chacun de ces régimes de réglementation.

Compte tenu des structures des franchises et des économies d'échelle qui s'appliquent à nos entreprises de services publics, nous bénéficions souvent d'avantages concurrentiels importants lorsque vient le temps de soumissionner sur des projets qui élargiraient notre base tarifaire et nous permettraient de gagner des produits des activités ordinaires additionnels. En conséquence, nous nous attendons à ce que ce secteur génère des produits et des marges stables au fil du temps qui devraient augmenter avec l'investissement de capitaux supplémentaires et l'inflation. La presque totalité du BAIIA ajusté de notre secteur des services publics provient de produits tirés d'activités réglementées ou contractuelles.

Pour notre secteur des services publics, les objectifs consistent à investir des capitaux afin d'élargir notre base tarifaire, de même qu'à offrir un service sûr, fiable et économiquement satisfaisant à nos clients. Si nous atteignons ces objectifs, nous serons en mesure d'obtenir un rendement approprié de la base tarifaire et de renforcer notre position sur le marché. Notre performance peut se mesurer par la croissance de notre base tarifaire, par le rendement de notre base tarifaire, de même que par la croissance de nos FTOA.

Notre secteur des services publics se compose des éléments suivants :

Transport réglementé

- Environ 60 000 kilomètres de lignes de transport et de distribution d'électricité en exploitation en Australie.
- Environ 2 900 kilomètres de lignes de transport d'électricité au Brésil, dont environ 2 375 kilomètres sont en service.
- Environ 4 200 kilomètres de conduites de transport de gaz naturel en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Inde.

Distribution commerciale et résidentielle

- Environ 7,9 millions de raccordements, principalement d'électricité et de gaz naturel.
- Infrastructures de décarbonation résidentielle, dont la location de chauffe-eau et de systèmes de chauffage, ventilation et climatisation (« CVC »), de même que d'autres services résidentiels essentiels à environ 10,5 millions de clients, dont environ 17,0 millions de polices et 1,7 million de contrats de location au Canada, aux États-Unis, en Allemagne et au Royaume-Uni.
- Plus de 588 000 services de compteurs divisionnaires sous contrat à long terme au Canada et aux États-Unis.
- Environ 1,9 million de compteurs intelligents installés en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente la quote-part de notre société en commandite des mesures clés de notre secteur des services publics.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
FTO	224 \$	188 \$	432 \$	355 \$
Investissements de maintien	(27)	(13)	(45)	(22)
FTOA	197	175	387	333
BAIIA ajusté ¹	336 \$	286 \$	650 \$	540 \$
Base tarifaire	7 759	6 592	7 759	6 592
Rendement de la base tarifaire ^{2, 3}	12 %	13 %	12 %	13 %

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.
2. Le rendement de la base tarifaire correspond au BAIIA ajusté divisé par la base tarifaire moyenne pondérée.
3. Le rendement de la base tarifaire exclut l'incidence du BAIIA généré par nos polices relatives aux services résidentiels, des produits liés aux raccordements, du remboursement de capital et des ajustements selon IFRS 16.

Notre société en commandite gagne un rendement sur des actifs au sein d'un marché réglementé ou théoriquement prévu, une mesure que nous appelons la base tarifaire. Notre base tarifaire reflète le montant actuel, qu'il soit défini par l'organisme de réglementation ou présumé selon nos flux de trésorerie contractuels, sur lequel nous gagnons notre rendement. Notre base tarifaire augmente en fonction du capital que nous investissons pour étendre nos réseaux et est indexée en fonction de l'inflation locale. Le rendement que nous gagnons est habituellement déterminé par un organisme de réglementation pour une période prescrite, ou calculé en fonction des flux de trésorerie liés aux contrats que nous avons conclus. Nous sommes d'avis que la base tarifaire est utile puisqu'elle permet aux investisseurs de mieux comprendre le rendement sans effet de levier que nos actifs peuvent actuellement générer et qu'elle améliore la comparabilité avec d'autres placements liés aux services publics en permettant d'évaluer plus justement la performance opérationnelle de nos entreprises grâce à l'élimination de l'incidence de la structure du capital et du profil fiscal actuels.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, notre secteur des services publics a dégagé des FTO de 224 M\$, comparativement à 188 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les activités de base ont tiré parti du maintien des niveaux d'indexation en fonction de l'inflation, des projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire et d'une augmentation des produits tirés des raccordements au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni. Les résultats de l'exercice considéré comprennent l'apport de l'acquisition de HomeServe, une entreprise d'infrastructure de décarbonation résidentielle en Amérique du Nord et en Europe. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient le bénéfice de cinq lignes de transport d'électricité additionnelles au Brésil qui ont été cédées au quatrième trimestre de 2022.

Le tableau suivant présente la quote-part revenant à notre société en commandite du BAIIA ajusté et des FTO des activités composant ce secteur opérationnel.

EN M\$ US	BAIIA ajusté ¹				FTO			
	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin		Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Distribution commerciale et résidentielle	170 \$	131 \$	333 \$	244 \$	128 \$	103 \$	251 \$	191 \$
Transport réglementé	166	155	317	296	96	85	181	164
Total	336 \$	286 \$	650 \$	540 \$	224 \$	188 \$	432 \$	355 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, nos activités de distribution commerciale et résidentielle ont dégagé un BAIIA ajusté de 170 M\$ et des FTO de 128 M\$, contre 131 M\$ et 103 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti de la hausse continue des niveaux d'indexation en fonction de l'inflation, des projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire au cours des 12 derniers mois et d'une augmentation des produits liés aux raccordements au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni. Les résultats du trimestre considéré ont tiré parti de l'acquisition de HomeServe, une entreprise d'infrastructure de décarbonation résidentielle en Amérique du Nord et en Europe. Les FTO ont subi l'incidence de la hausse des charges d'intérêts liées aux nouveaux investissements et aux investissements de croissance effectués.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, le BAIIA ajusté et les FTO générés par nos activités liées au transport réglementé se sont chiffrés à 166 M\$ et à 96 M\$, respectivement, contre 155 M\$ et 85 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti des ajustements annuels des tarifs en fonction de l'inflation dans l'ensemble de nos entreprises. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient le bénéfice de cinq lignes de transport d'électricité additionnelles au Brésil qui ont été cédées au quatrième trimestre de 2022. Les FTO ont profité de la baisse des intérêts à la suite de la vente des lignes de transport.

Le tableau qui suit présente l'évolution de notre base tarifaire.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 juin 2023	Pour le semestre clos le 30 juin 2023	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022
Base tarifaire au début de la période ¹	7 293 \$	6 804 \$	5 818 \$
Acquisitions	40	40	648
Dépenses d'investissement liées aux projets mis en service	153	249	471
Indexation en fonction de l'inflation	56	321	368
Amortissement réglementaire	(67)	(116)	(160)
Écart de change et autres	284	461	(341)
Base tarifaire à la fin de la période	7 759 \$	7 759 \$	6 804 \$

1. La base tarifaire exclut nos activités de garantie résidentielle en Amérique du Nord et en Europe.

Au 30 juin 2023, notre base tarifaire se chiffrait à 7,8 G\$. La base tarifaire a augmenté depuis le 31 décembre 2022 en raison de l'acquisition de la participation de 50 % de notre coentrepreneur dans environ 480 km de lignes de transport d'électricité en exploitation au Brésil, des nouveaux raccordements au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et des contrats de location à long terme obtenus par notre plateforme d'infrastructure de décarbonation résidentielle ainsi que de l'appréciation des taux de change, plus particulièrement le real brésilien et la livre sterling.

Le tableau suivant présente l'évolution de la quote-part de notre société en commandite du carnet d'investissements, qui représente les projets de croissance pour les deux à trois prochaines années, ainsi que des projets d'investissement devant être mis en service.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 juin 2023	Pour le semestre clos le 30 juin 2023	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022
Carnet d'investissements au début de la période	642 \$	646 \$	532 \$
Incidence des acquisitions (ventes d'actifs)	—	5	75
Nouveaux mandats de projets d'investissement	132	254	604
Moins : dépenses d'investissement	(139)	(273)	(522)
Écart de change et autres	11	14	(43)
Carnet d'investissements à la fin de la période	646	646	646
Travaux de construction en cours	486	486	443
Total des projets d'investissement devant être mis en service	1 132 \$	1 132 \$	1 089 \$

Le carnet d'investissements a trait à des projets qui ont été obtenus ou déposés auprès d'organismes de réglementation et qui devraient être mis en service et pris en compte dans la base tarifaire au cours des deux à trois prochaines années. Au 30 juin 2023, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 1 132 M\$, contre 1 089 M\$ au 31 décembre 2022. Les nouveaux mandats de raccordement obtenus ont été contrebalancés par les projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire. Notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et notre plateforme mondiale d'infrastructure de décarbonation résidentielle ont fourni l'apport le plus important à nos projets d'investissement devant être mis en service pris en compte dans la base tarifaire, soit environ 640 M\$ et environ 180 M\$, respectivement.



Transport

Notre secteur du transport est composé d'actifs d'infrastructures qui offrent des services de transport, de stockage et de manutention de biens, de marchandises et de passagers pour lesquels nous touchons généralement une redevance d'accès ou de transport. La rentabilité est fonction du volume des services d'accès et services connexes fournis et du prix obtenu pour ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises qui pourraient être assujetties à des plafonds tarifaires ou à d'autres réglementations relatives aux tarifs qui visent le maintien de la concurrence, comme nos entreprises de chemins de fer et nos entreprises de routes à péage, ainsi que d'entreprises de terminaux diversifiés dont les activités sont largement contractuelles et assujetties aux régimes de réglementation applicables aux marchandises qu'elles manutentionnent. Les entreprises de transport sont, en règle générale, confrontées à d'importantes barrières à l'entrée et, dans plusieurs cas, ne disposent que d'un nombre restreint de substituts sur le marché local. Bien que ces entreprises affichent une sensibilité au prix du marché et au volume supérieure à celle de nos autres secteurs opérationnels, les produits sont généralement stables et, dans plusieurs cas, reposent sur des contrats ou des relations avec les clients. La diversification au sein de notre secteur du transport atténue l'impact des fluctuations de la demande d'un secteur d'activité, d'une marchandise ou d'un client en particulier. Environ 90 % des FTO de notre secteur du transport proviennent de produits tirés de contrats ou d'activités réglementées.

Pour notre secteur du transport, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à répondre à leurs besoins en matière de croissance grâce à une utilisation accrue de nos actifs et à l'expansion de notre capacité par une utilisation efficace du capital. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits et par notre marge du BAIIA ajusté.

Notre secteur du transport se compose des éléments suivants :

Chemins de fer

- 115 lignes de chemin de fer de marchandises d'intérêt local représentant environ 22 000 kilomètres de voies ferrées en Amérique du Nord et en Europe.
- Seul fournisseur de réseau de chemins de fer dans la moitié sud de l'Australie-Occidentale, avec environ 5 500 kilomètres de voies ferrées, et exploitant d'environ 4 800 kilomètres de voies ferrées au Brésil.

Terminaux diversifiés

- 10 terminaux au Royaume-Uni et en Australie, lesquels facilitent le commerce international des biens, des ressources naturelles et des marchandises.
- Un terminal d'exportation de gaz naturel liquéfié (« GNL ») aux États-Unis où transitent environ 30 millions de tonnes par année.
- Un terminal d'exportation en Australie où transitent environ 85 millions de tonnes par année.

Routes à péage

- Environ 3 300 kilomètres d'autoroutes au Brésil, au Pérou et en Inde.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente la quote-part de notre société en commandite des mesures clés de notre secteur du transport.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
FTO	199 \$	199 \$	391 \$	384 \$
Investissements de maintien	(47)	(45)	(87)	(82)
FTOA	152 \$	154 \$	304	302
BAIIA ajusté ¹	283 \$	270 \$	555 \$	525 \$
Marge du BAIIA ajusté ²	54 %	52 %	54 %	53 %
Investissements de croissance	66 \$	73 \$	129 \$	128 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, notre secteur du transport a généré un BAIIA ajusté de 283 M\$ et des FTO de 199 M\$, comparativement à 270 M\$ et à 199 M\$, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont profité de la croissance interne découlant des importantes hausses de tarifs en fonction de l'inflation dans l'ensemble du secteur et des volumes résilients. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient le bénéfice de notre terminal à conteneurs en Amérique du Nord vendu au deuxième trimestre de 2022. Les FTO ont subi l'incidence de la hausse des charges d'intérêts à la suite du refinancement de notre entreprise de ports au Royaume-Uni et des emprunts additionnels visant à financer des projets d'investissement dans l'ensemble du secteur.

Le tableau suivant présente la quote-part revenant à notre société en commandite du BAIIA ajusté et des FTO pour chacune des activités composant ce secteur opérationnel.

EN M\$ US	BAIIA ajusté ¹				FTO			
	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin		Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Chemins de fer	106 \$	95 \$	203 \$	175 \$	81 \$	76 \$	156 \$	140 \$
Terminaux diversifiés	110	119	216	238	69	80	137	160
Routes à péage	67	56	136	112	49	43	98	84
Total	283 \$	270 \$	555 \$	525 \$	199 \$	199 \$	391 \$	384 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, nos activités liées aux chemins de fer ont généré un BAIIA ajusté de 106 M\$ et des FTO de 81 M\$, comparativement à 95 M\$ et à 76 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti des hausses de tarifs en fonction de l'inflation de 8 % dans l'ensemble de nos réseaux ferroviaires, tandis que les volumes sont demeurés stables globalement par rapport à la période précédente. Les FTO ont subi l'incidence de la hausse des charges d'intérêts visant à financer les projets d'investissement.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, le BAIIA ajusté et les FTO générés par nos activités liées aux terminaux diversifiés se sont chiffrés à 110 M\$ et à 69 M\$, respectivement, contre 119 M\$ et 80 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO selon les biens comparables ont tiré parti de l'augmentation des tarifs dans l'ensemble de nos entreprises, partiellement contrebalancée par une réduction de 1 % des volumes globaux et par la normalisation des prix des marchandises au sein de notre terminal d'exportation aux États-Unis. Les résultats de la période comparative comprennent le bénéfice de notre terminal de conteneurs en Amérique du Nord, qui a été vendu à l'exercice précédent. Les FTO ont subi l'incidence de la hausse des charges d'intérêts au sein de notre entreprise de ports au Royaume-Uni.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, nos routes à péage ont généré un BAIIA ajusté de 67 M\$ et des FTO de 49 M\$, comparativement à 56 M\$ et à 43 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti d'une augmentation moyenne de 10 % et de 2 %, respectivement, des tarifs en fonction de l'inflation et des volumes dans l'ensemble de notre portefeuille mondial d'autoroutes à péage.

Le tableau suivant présente l'évolution de la quote-part de notre société en commandite du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 juin 2023	Pour le semestre clos le 30 juin 2023	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022
Carnet d'investissements au début de la période	622 \$	603 \$	533 \$
Nouveaux mandats de projets d'investissement	16	95	368
Moins : dépenses d'investissement	(66)	(129)	(263)
Écart de change et autres	14	17	(35)
Carnet d'investissements à la fin de la période	586	586	603
Travaux de construction en cours	428	428	314
Total des projets d'investissement devant être mis en service	1 014 \$	1 014 \$	917 \$

Les projets d'investissement devant être mis en service ont trait entre autres à l'amélioration et à l'expansion de nos réseaux ferroviaires, à l'amélioration et à la modernisation des infrastructures existantes dans nos terminaux et à l'augmentation et à l'élargissement des voies sur certaines routes pour répondre à la hausse des débits de circulation. Au 30 juin 2023, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 1 014 M\$, contre 917 M\$ au 31 décembre 2022.

Événements récents

Le 12 avril 2023, la société en commandite, par l'intermédiaire de sa filiale BIPC et de ses partenaires institutionnels, a annoncé l'acquisition et la fermeture du capital de Triton International Limited (« Triton »). Triton est le plus grand propriétaire et bailleur de conteneurs d'expédition intermodaux au monde et un fournisseur essentiel d'infrastructures logistiques de transport à l'échelle mondiale. Le secteur de la location de conteneurs présente d'importantes barrières à l'entrée et se caractérise par le fait qu'il se compose d'un groupe restreint d'entreprises. La taille et l'étendue du réseau mondial de Triton la distinguent de ses concurrents, ce qui en fait le partenaire de choix des dix plus importantes lignes de navigation au monde, qui représentent collectivement environ 85 % de toute la capacité de transport mondiale. La contrepartie totale, qui s'élève à 85,00 \$ par action ordinaire de Triton, sera composée d'un montant en trésorerie de 68,50 \$ et d'un montant en actions échangeables de BIPC de 16,50 \$ (NYSE : BIPC, TSX : BIPC). La transaction devrait se conclure au troisième trimestre de 2023, sous réserve des conditions de clôture habituelles et de l'approbation des actionnaires de Triton.



Secteur médian

Notre secteur médian est composé de systèmes qui fournissent des services de transport, de collecte, de traitement et de stockage de gaz naturel. La rentabilité est fonction du volume des services fournis et du prix obtenu pour ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises assujetties à une réglementation, comme certains de nos gazoducs de transport de gaz naturel dont les services sont assujettis à des plafonds tarifaires. Les entreprises du secteur médian doivent généralement surmonter d'importantes barrières à l'entrée du fait des coûts fixes élevés, des économies d'échelle ou des positions uniques occupées dans leurs marchés locaux. Bien que ces entreprises soient plus sensibles aux prix du marché et au volume que notre secteur des services publics, leurs produits font généralement l'objet d'engagements contractuels assortis de durées variables et sont relativement stables.

Pour notre secteur médian, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à répondre à leurs besoins en matière de croissance grâce à une utilisation accrue de nos actifs et à l'expansion de notre capacité par une utilisation efficace du capital. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits, par notre marge du BAIIA ajusté ainsi que par la croissance de nos FTOA.

Notre secteur médian se compose des éléments suivants :

- Environ 15 000 kilomètres de conduites de transport de gaz naturel aux États-Unis.
- Environ 10 600 kilomètres de gazoducs, y compris des gazoducs de longue distance, des gazoducs conventionnels et des pipelines collecteurs de gaz au Canada.
- 17 usines de traitement de gaz naturel et de liquides de gaz naturel ayant une capacité brute de traitement d'environ 5,7 milliards de pieds cubes (« Gpi³ ») par jour au Canada.
- Stockage de gaz naturel de 565 Gpi³ aux États-Unis et au Canada.
- Capacité de production de polypropylène de 525 000 tonnes par an au Canada.

Le tableau qui suit présente la quote-part de notre société en commandite des mesures clés de notre secteur médian.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2023	2022	2023	2022
FTO	161 \$	170 \$	359 \$	366 \$
Investissements de maintien	(48)	(32)	(73)	(46)
FTOA	113 \$	138 \$	286	320
BAIIA ajusté ¹	230	218	502	452
Marge du BAIIA ajusté ²	54 %	53 %	56 %	54 %

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, nos activités du secteur médian ont généré un BAIIA ajusté de 230 M\$ et des FTO de 161 M\$, comparativement à 218 M\$ et à 170 M\$, respectivement, pour l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti de l'utilisation accrue et de la hausse des flux de trésorerie contractuels de notre gazoduc américain. Les résultats de notre entreprise diversifiée du secteur médian au Canada ont subi l'incidence de la normalisation des produits sensibles aux conditions du marché et de l'augmentation des charges d'intérêts découlant du refinancement et de la baisse de la capitalisation des intérêts à la suite de la mise en service de Heartland.

Le tableau suivant présente l'évolution de la quote-part de notre société en commandite du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 juin 2023	Pour le semestre clos le 30 juin 2023	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022
Carnet d'investissements au début de la période	276 \$	217 \$	245 \$
Incidence des (ventes d'actifs) acquisitions	(23)	(23)	—
Nouveaux mandats de projets d'investissement	56	139	330
Moins : dépenses d'investissement	(29)	(54)	(358)
Écart de change et autres	4	5	—
Carnet d'investissements à la fin de la période	284	284	217
Travaux de construction en cours	35	35	28
Total des projets d'investissement devant être mis en service	319 \$	319 \$	245 \$

Au 30 juin 2023, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 319 M\$, contre 245 M\$ au 31 décembre 2022. Le total des projets d'investissement devant être mis en service a trait à de nouveaux projets de croissance qui devraient accroître la capacité dans l'ensemble de nos activités liées au secteur médian en Amérique du Nord. Les projets d'investissement devant être mis en service ont diminué en raison de la monétisation d'une participation de 12,5 % dans notre gazoduc américain ce trimestre.



Données

Notre secteur des données se compose d'infrastructures essentielles au service de clients dans les secteurs des télécommunications, de la fibre optique et du stockage de données. Nos activités liées à la transmission et à la distribution de données fournissent des services et des infrastructures essentiels aux sociétés de télécommunications, aux fournisseurs de technologies et d'infonuagique, ainsi qu'aux entreprises clientes, tandis que nos activités liées au stockage de données fournissent de l'hébergement physique et des infrastructures de haute performance à des entreprises, qu'il s'agisse de petites charges de travail ou de déploiements à grande échelle, ainsi que des services de génie et de consultation infonuagiques. La majorité de ces services ainsi que l'accès à des infrastructures font l'objet de contrats à moyen ou à long terme (d'une durée pouvant aller jusqu'à 30 ans) assortis d'un mécanisme de rajustement en fonction de l'inflation, ce qui donne lieu à des produits et à des flux de trésorerie récurrents et prévisibles.

Notre clientèle des services de transmission et de distribution de données se compose d'importantes sociétés de télécommunications de premier plan en France, au Royaume-Uni, en Inde et en Australie. En ce qui concerne nos activités de stockage de données, notre clientèle comprend environ 700 clients en colocation situés principalement aux États-Unis et provenant d'une diversité de secteurs, ainsi que des clients mondiaux à grande échelle en Asie-Pacifique, en Amérique du Sud et en Europe.

Nos objectifs en ce qui concerne le secteur des données consistent à investir du capital afin d'améliorer et d'élargir nos gammes de services tout en fournissant un accès sécuritaire, fiable et sécurisé à nos immeubles. Si nous réussissons à atteindre ces objectifs, nous croyons que nous pourrions nous attirer de nouveaux clients et maintenir un faible roulement parmi nos clients existants. Le rendement de nos activités liées à la transmission et à la distribution de données et de nos activités liées aux centres de données peut être évalué par la croissance des produits et les améliorations de la marge du BAIIA ajusté.

Notre secteur des données se compose des éléments suivants :

Transmission et distribution de données

- Environ 209 000 sites de télécommunications en service en Inde, en France, en Allemagne, en Autriche et au Royaume-Uni.
- Environ 35 000 kilomètres de câble à fibre optique en France et au Brésil.
- Plus de 70 systèmes d'antennes distribués au Royaume-Uni.
- Environ 940 000 raccordements de fibre jusqu'aux locaux des abonnés en France et en Australie.
- Deux installations de fabrication de semi-conducteurs en construction aux États-Unis.

Stockage de données

- Plus de 70 centres de données, d'une capacité de charge critique d'environ 320 mégawatts.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente la quote-part de notre société en commandite des mesures clés de notre secteur des données.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
FTO	72 \$	60 \$	142 \$	118 \$
Investissements de maintien	(8)	(9)	(19)	(18)
FTOA	64 \$	51 \$	123	100
BAIIA ajusté ¹	113 \$	83 \$	220 \$	166 \$
Marge du BAIIA ajusté ²	62 %	57 %	60 %	56 %
Investissements de croissance	140 \$	70 \$	321 \$	133 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.
2. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, notre secteur des données a dégagé des FTO de 72 M\$, comparativement à 60 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats ont tiré parti de la forte croissance sous-jacente découlant des points de présence additionnels et des mégawatts mis en service au sein de nos entreprises de centres de données à l'échelle mondiale. Les résultats du trimestre considéré reflètent l'acquisition d'un portefeuille de tours de télécommunications en Europe en février 2023 et d'une entreprise de fibre optique en Australie en août 2022.

Le tableau suivant présente la quote-part revenant à notre société en commandite du BAIIA ajusté et des FTO pour chacune des activités composant ce secteur opérationnel.

EN M\$ US	BAIIA ajusté ¹				FTO			
	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin		Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Transmission et distribution de données	102 \$	73 \$	196 \$	147 \$	66 \$	54 \$	129 \$	107 \$
Stockage de données	11	10	24	19	6	6	13	11
Total	113 \$	83 \$	220 \$	166 \$	72 \$	60 \$	142 \$	118 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, nos activités liées à la transmission et à la distribution de données ont généré un BAIIA ajusté de 102 M\$ et des FTO de 66 M\$, comparativement à 73 M\$ et à 54 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti des points de présence additionnels de nos entreprises de tours de télécommunications et de fibre optique. Les résultats du trimestre considéré comprennent l'apport d'un portefeuille de tours de télécommunications en Europe acquis en février 2023 et de l'acquisition d'une entreprise de fibre optique en Australie en août 2022. Les FTO comprennent la hausse des charges d'intérêts liées aux nouveaux investissements.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, le BAIIA ajusté et les FTO générés par nos activités de stockage de données se sont chiffrés à 11 M\$ et à 6 M\$, respectivement, contre 10 M\$ et 6 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti de la mise en service de mégawatts additionnels, tandis que nous continuons de faire progresser les travaux de construction dans l'ensemble de notre portefeuille à l'échelle mondiale.

Le tableau suivant présente l'évolution de la quote-part de notre société en commandite du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 juin 2023	Pour le semestre clos le 30 juin 2023	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022
Carnet d'investissements au début de la période	3 811 \$	3 756 \$	394 \$
Incidence des (ventes d'actifs) acquisitions	(6)	70	3 634
Nouveaux mandats de projets d'investissement	91	246	234
Moins : dépenses d'investissement	(140)	(321)	(470)
Écart de change et autres	1	6	(36)
Carnet d'investissements à la fin de la période	3 757	3 757	3 756
Travaux de construction en cours	528	528	339
Total des projets d'investissement devant être mis en service	4 285 \$	4 285 \$	4 095 \$

Au 30 juin 2023, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 4 285 M\$, contre 4 095 M\$ au 31 décembre 2022. Les projets d'investissement devant être mis en service comprennent des projets comme notre partenariat avec Intel visant la construction de deux fonderies de semi-conducteurs aux États-Unis, la construction de sites additionnels et les nouvelles locations au sein de nos entreprises de tours de télécommunications, les raccordements additionnels au sein de nos activités mondiales de fibre optique et l'augmentation de la capacité de notre réseau de stockage de données. Les projets d'investissement devant être mis en service ont augmenté par rapport au 31 décembre 2022 en raison de l'acquisition de notre portefeuille de tours de télécommunications en Europe et de la construction de nouvelles installations dans l'ensemble de notre portefeuille de centres de données à l'échelle mondiale.

Événements récents

En juin 2023, nous avons conclu une entente visant l'acquisition d'une participation donnant le contrôle conjoint dans Compass Datacenters, une plateforme nord-américaine de centres de données de grande envergure de premier plan dotée d'une capacité d'exploitation d'environ 170 MW et d'un carnet de commandes comprenant une capacité de réserve et sous contrat dont les risques ont été largement atténués qui pourra être aménagée sur des terrains détenus munis d'une alimentation électrique dans plusieurs campus importants. L'entreprise offre un portefeuille de projets d'aménagement largement contractuels, ce qui permet d'accélérer notre stratégie de croissance nationale et d'accroître l'étendue de notre gamme de centres de données à l'échelle mondiale afin de rejoindre les clients à grande échelle les plus importants. Le total de l'investissement en titres de capitaux propres requis se chiffre à environ 1,35 G\$ (quote-part de BIP – environ 0,4 G\$). La transaction devrait se conclure au quatrième trimestre de 2023, sous réserve du respect des conditions de clôture habituelles.



Siège social

Le tableau suivant présente les éléments de notre secteur Siège social, selon la quote-part de notre société en commandite.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
BAIIA ajusté ¹	(109) \$	(108) \$	(212) \$	(229) \$
FTO	(104)	(104)	(218)	(217)

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, le BAIIA ajusté et les FTO de notre secteur Siège social correspondent à des pertes de 109 M\$ et de 104 M\$, respectivement, contre 108 M\$ et 104 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Les résultats de notre secteur Siège social sont principalement attribuables aux honoraires de gestion. En vertu de notre convention-cadre de services, nous payons à Brookfield des honoraires de gestion de base annuels correspondant à 1,25 % de la valeur de marché combinée de notre société en commandite et de BIPC majorés des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours.

RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Pour mesurer la performance opérationnelle, nous analysons les FTO ainsi que d'autres mesures conformes aux normes IFRS, comme le bénéfice net. Nous analysons également les FTOA, le BAIIA ajusté et le capital investi.

Le BAIIA ajusté, les FTO, les FTOA et le capital investi présentés se fondent sur la quote-part de la société en commandite des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint ou une influence notable sur le placement, respectivement. Le BAIIA ajusté, les FTO, les FTOA et le capital investi ne sont pas présentés conformément aux normes IFRS et ils ne visent pas à l'être. En vertu des normes IFRS, nous ne sommes pas considérés comme ayant le contrôle sur les entités qui n'ont pas été consolidées et, par conséquent, elles sont présentées comme des participations dans des entreprises associées et des coentreprises à la note 9 des états financiers de notre société en commandite, qui sont inclus dans les présentes. La présentation des actifs et des passifs ainsi que des produits et des charges ne représente pas notre droit à ces éléments, et la radiation des montants des états financiers attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle n'abolit pas le droit ou l'exposition de notre société en commandite à ces éléments.

Par conséquent, l'information sectorielle sur les produits, les coûts attribués aux produits, les frais généraux et administratifs, les charges d'intérêts, les amortissements, l'impôt différé et les autres produits (charges) correspondant aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'ils comprennent notre quote-part (de la perte) du bénéfice des participations dans des entreprises associées attribuable à chacun des éléments ci-dessus et excluent la quote-part (de la perte) du bénéfice des participations consolidées non détenues par notre société en commandite répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Nous présentons les résultats financiers attribuables à la société en commandite parce que nous sommes d'avis qu'ils aident les investisseurs et les analystes à estimer notre rendement global et à comprendre la quote-part de notre société en commandite des résultats de ses placements sous-jacents, dont la participation économique et la présentation dans les états financiers varient lorsqu'ils sont établis conformément aux normes IFRS. Nous sommes d'avis que l'information que nous présentons, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés par notre société en commandite en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquente du rendement de nos activités et de la gestion de notre capital. La présentation du BAIIA ajusté, des FTO, des FTOA et du capital investi comme outils d'analyse comporte des limites, y compris les suivantes :

- Les montants présentés pour chaque poste sont obtenus en appliquant notre pourcentage de participation économique global déterminé lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence et ils ne représentent pas nécessairement notre droit aux actifs et aux passifs, pas plus qu'aux produits et aux charges.
- D'autres sociétés peuvent calculer les résultats attribuables à la société en commandite ou aux titres de capitaux propres ordinaires différemment de nous.

En raison de ces limites, notre information financière présentée selon la quote-part de la société en commandite des activités sous-jacentes ne devrait pas être considérée de façon isolée ni remplacer nos états financiers présentés en vertu des normes IFRS.

Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net conformément aux normes IFRS ainsi que la répartition de chaque élément de rapprochement par type et par secteur opérationnel.

Le bénéfice net est la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable avec les FTO, les FTOA et le BAIIA ajusté. Les capitaux propres sont la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable avec le capital investi. Nous invitons fortement les investisseurs à analyser les mesures financières en vertu des normes IFRS présentées dans le rapport de gestion et à ne pas se fier à une mesure financière unique pour évaluer notre société en commandite.

Les FTO ont leurs limites à titre d'outil d'analyse :

- Les FTO ne tiennent pas compte de la dotation aux amortissements. Comme nous détenons des immobilisations à durée d'utilité déterminée, la dotation aux amortissements tient compte du fait que nous devons conserver ou remplacer nos actifs en vue de maintenir notre capacité à générer des produits.
- Ils ne tiennent pas compte de l'impôt différé, qui pourrait devenir exigible si nous détenions nos actifs pour une longue durée.
- Ils ne tiennent pas compte de l'incidence des profits ou des pertes liés à la valeur de marché.
- Ils ne tiennent pas compte des autres produits (charges) correspondant aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités.
- Notre définition des FTO peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par la REALpac et la NAREIT, entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les normes IFRS.

Les FTO sont une mesure clé que nous utilisons pour évaluer notre performance opérationnelle et ils constituent le fondement de la politique de distribution de notre société en commandite.

Lorsqu'ils sont considérés conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, les FTO permettent, à notre avis, une meilleure compréhension des facteurs et des tendances influant sur nos activités sous-jacentes. Ils nous permettent d'évaluer nos activités selon le rendement en trésorerie du capital investi en déduisant l'incidence des éléments sans effet sur la trésorerie et autres éléments.

Nous réintégrons la dotation aux amortissements pour neutraliser les effets de la perte de valeur de notre actif au fil du temps puisque nous sommes d'avis que la valeur de la plupart de nos actifs se maintiendra au fil du temps, à condition que nous fassions tous les investissements de maintien nécessaires. Nous réintégrons l'impôt différé, cet élément ne traduisant pas, à notre avis, la valeur actuelle des obligations fiscales en trésorerie réelles que nous devons acquitter, particulièrement si nos activités sont détenues longtemps. Nous réintégrons aussi l'incidence des profits (pertes) liés à la valeur de marché, qui donne une approximation, à un moment précis, de la valeur des éléments que nous jugeons comme étant à long terme. Finalement, nous réintégrons les autres produits (charges) qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités.

En outre, nous analysons les FTOA, que nous définissons comme les FTO diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien). Bien que les FTO permettent d'évaluer la performance opérationnelle actuelle, ils ne tiennent pas compte des coûts nécessaires pour maintenir la performance opérationnelle des actifs de notre société en commandite. Pour évaluer la performance opérationnelle durable à long terme de nos entreprises, nous avons remarqué qu'en plus des FTO, les investisseurs se fient aux FTOA, qui tiennent compte de l'incidence des investissements de maintien.

Nous analysons également le BAIIA ajusté. Le BAIIA ajusté permet une meilleure compréhension de la performance de notre entreprise et en facilite la comparabilité d'une période à l'autre et avec nos pairs. En plus des ajustements apportés aux FTO, le BAIIA ajusté exclut l'incidence des charges d'intérêts et de l'impôt exigible pour éliminer l'incidence de notre structure du capital et de notre profil fiscal actuels sur l'évaluation de la performance opérationnelle de nos entreprises.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société en commandite, est une mesure que nous utilisons pour évaluer les rendements du capital investi par rapport aux rendements visés. Les décisions d'investissement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres, déduction faite des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les FTOA, moins les remboursements de capital estimatifs liés aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période. Notre société en commandite effectue une estimation des remboursements de capital en examinant le profil des flux de trésorerie sur la durée d'utilité économique des entreprises à durée de vie limitée, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice net, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et des FTO et des FTOA.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Bénéfice net	773 \$	425 \$	916 \$	719 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	632	552	1 277	1 096
Quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	(273)	34	(376)	(20)
Apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	245	215	484	421
Charge (économie) d'impôt différé	38	(26)	(5)	(8)
(Profits) pertes liés à la valeur de marché	(87)	(165)	7	(133)
Profits à la cession de filiales, d'entreprises associées et de coentreprises ²	(478)	(75)	(478)	(75)
Autres charges ³	263	71	426	90
FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ⁴	(561)	(518)	(1 145)	(1 084)
FTO	552	513	1 106	1 006
Investissements de maintien	(130)	(99)	(224)	(168)
FTOA	422 \$	414 \$	882 \$	838 \$

1. L'apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises correspond aux FTO attribuables à la société en commandite qui sont générés par ses participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Compte tenu de la quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises, ces ajustements ont pour effet combiné d'exclure l'incidence des soldes pris en compte dans notre définition des FTO comptabilisés dans nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises.
2. Les profits à la cession de filiales, d'entreprises associées et de coentreprises sont présentés déduction faite des profits ou pertes liés à la conversion des devises, reclassés du cumul des autres éléments du résultat global aux autres produits dans l'état consolidé du résultat net.
3. Les autres charges correspondent aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Les autres charges exclues des FTO comprennent principalement les coûts d'acquisition, les profits et les pertes de réévaluation des emprunts, l'amortissement des coûts de financement différés, les profits ou pertes à la réévaluation de la juste valeur, les charges de désactualisation au titre de la contrepartie différée ou des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, ainsi que les profits et les pertes à l'extinction d'une dette.
4. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées. En ajustant les FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, notre société en commandite peut exclure la tranche des FTO gagnés par les filiales non entièrement détenues qui n'est pas attribuable à la société en commandite.

Tous les montants de rapprochement du bénéfice net et des FTO présentés ci-dessus proviennent directement des états financiers consolidés de notre société en commandite et, en ce qui concerne les postes Apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, la quote-part de notre société en commandite des FTO connexes est calculée au moyen de méthodes comptables cohérentes avec celles qui ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés de notre société en commandite. Les FTO liés à ces éléments sont calculés de la même façon que ceux des entités consolidées, tel qu'il est présenté ci-dessus, et sont calculés en appliquant les mêmes pourcentages de participation que ceux utilisés dans le calcul de la quote-part de notre société en commandite du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence et l'élimination correspondante des participations ne donnant pas le contrôle, conformément à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, et à IFRS 10, *États financiers consolidés*, respectivement.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023, l'écart entre le bénéfice net et les FTO tient surtout aux amortissements, à l'apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et aux FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle. Pour le semestre, les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des récentes acquisitions, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. Les FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, tandis que les apports des acquisitions et la croissance interne ont plus que contrebalancé l'incidence des cessions. L'apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement de l'apport des entreprises récemment acquises.

L'écart entre le bénéfice net et les FTOA tient aux facteurs susmentionnés ainsi qu'aux investissements de maintien de 130 M\$ et de 224 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023 (2022 – 99 M\$ et 168 M\$).

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du BAIIA ajusté, une mesure non conforme aux normes IFRS.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Bénéfice net	773 \$	425 \$	916 \$	719 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	632	552	1 277	1 096
Charges d'intérêts	567	469	1 135	878
Quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	(273)	34	(376)	(20)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	352	304	694	590
Charge d'impôt	182	154	271	292
(Profits) pertes liés à la valeur de marché	(87)	(165)	7	(133)
Profits à la cession de filiales, d'entreprises associées et de coentreprises ²	(478)	(75)	(478)	(75)
Autres charges (produits)	183	19	278	(16)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ³	(998)	(968)	(2 009)	(1 877)
BAIIA ajusté	853 \$	749 \$	1 715 \$	1 454 \$

1. L'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises correspond au BAIIA ajusté attribuable à la société en commandite qui est généré par ses participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En plus de la déduction ou de la réintégration de la quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises, ces ajustements ont pour effet combiné d'exclure l'incidence des soldes pris en compte dans notre définition du BAIIA ajusté comptabilisés dans nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises.
2. Les profits à la cession de filiales, d'entreprises associées et de coentreprises sont présentés déduction faite des profits ou pertes liés à la conversion des devises, reclassés du cumul des autres éléments du résultat global aux autres produits dans l'état consolidé du résultat net.
3. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.

Tous les montants de rapprochement présentés ci-dessus proviennent directement des états financiers consolidés de notre société en commandite et, en ce qui concerne les postes Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, la quote-part de notre société en commandite du BAIIA ajusté connexe est calculée au moyen de méthodes comptables cohérentes avec celles qui ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés de notre société en commandite. Le BAIIA ajusté lié à ces éléments est calculé de la même façon que celui des entités consolidées, tel qu'il est présenté ci-dessus, et est calculé en appliquant les mêmes pourcentages de participation que ceux utilisés dans le calcul de la quote-part de notre société en commandite du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence et l'élimination correspondante des participations ne donnant pas le contrôle, conformément à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, et à IFRS 10, *États financiers consolidés*, respectivement.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023, l'écart entre le bénéfice net et le BAIIA ajusté tient surtout aux amortissements, aux charges d'intérêts, à l'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et au BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Pour le trimestre et le semestre, les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des récentes acquisitions, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. Les charges d'intérêts ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des emprunts additionnels liés aux entreprises acquises au cours de l'exercice. L'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison de l'acquisition d'un portefeuille de tours de télécommunications en Europe au cours de l'exercice considéré et des apports pour un exercice complet de notre entreprise de services publics réglementés en Australie, de notre entreprise de compteurs intelligents en Australie et de notre entreprise de distribution de données en Australie. Le BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des récentes acquisitions et de la croissance interne, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des cessions.

Le bénéfice net par part de société en commandite est la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable aux FTO par part. Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net par part de société en commandite, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et des FTO par part, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN M\$ US, SAUF LES MONTANTS PAR PART ¹	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Bénéfice net par part de société en commandite ¹	0,38 \$	0,13 \$	0,31 \$	0,12 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	0,45	0,43	0,90	0,85
Impôt différé	0,03	0,05	0,03	0,06
Évaluation à la valeur de marché et autres ²	(0,14)	0,06	0,20	0,28
FTO par part ³	0,72 \$	0,67 \$	1,44 \$	1,31 \$

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 458,7 millions et à 458,5 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023 (2022 – 458,0 millions et 458,0 millions).
2. Se reporter au rapprochement du bénéfice net et des FTO présenté ci-dessus pour une description des soldes inclus dans les autres éléments.
3. Le nombre moyen de parts en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 771,6 millions et à 771,5 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023 (2022 – 771,1 millions et 771,1 millions).

Le tableau suivant présente un rapprochement des capitaux propres, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du capital investi, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN M\$ US	Au 30 juin 2023	Au 31 décembre 2022
Capitaux propres	28 623 \$	25 554 \$
Exclure l'incidence des éléments suivants depuis la constitution :		
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation	(18 640)	(15 320)
Déficit	3 746	3 422
Cumul des autres éléments de bénéfice global	(880)	(817)
Changements de participation et autres	(560)	(558)
Capital investi	12 289 \$	12 281 \$

Le capital investi a augmenté en raison de l'émission de parts de société en commandite d'un montant de 2 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2023.

Le tableau suivant présente la variation du capital investi au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2023 et 2022.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Solde d'ouverture	12 287 \$	12 272 \$	12 281 \$	12 195 \$
Rachat de parts privilégiées, montant net	—	—	—	(220)
Émission de billets subordonnés perpétuels	—	—	—	293
Émission de parts de société en commandite	2	4	8	8
Solde de clôture	12 289 \$	12 276 \$	12 289 \$	12 276 \$
Moyenne pondérée du capital investi¹	12 287 \$	12 272 \$	12 284 \$	12 262 \$

1. Aux fins du calcul de la moyenne pondérée du capital investi pour le semestre clos le 30 juin 2022, le rachat de parts privilégiées et l'émission de billets subordonnés perpétuels de 220 M\$ et de 293 M\$, respectivement, ont été présumés avoir eu lieu au même moment, soit en janvier 2022.

Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les FTOA, moins les remboursements de capital estimatifs liés aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période. Notre société en commandite effectue une estimation des remboursements de capital en examinant le profil des flux de trésorerie sur la durée d'utilité économique des entreprises à durée de vie limitée, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Nous définissons les FTOA comme les FTO diminués des investissements de maintien. Les FTOA pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023 se sont chiffrés à 422 M\$ et à 882 M\$, respectivement (2022 – 414 M\$ et 838 M\$). Le remboursement de capital estimatif pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023 s'est chiffré à 30 M\$ et à 60 M\$, respectivement (2022 – 36 M\$ et 72 M\$).

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023, notre société en commandite a atteint ses objectifs en matière de rendement des placements, ayant enregistré un rendement du capital investi de 13 % et de 13 %, respectivement (2022 – 12 % et 12 %).

Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel

Le BAIIA ajusté de chacun de nos secteurs opérationnels est présenté selon la quote-part de notre société en commandite des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle ou une influence notable sur le placement, respectivement, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur des secteurs opérationnels sur notre performance globale. Par conséquent, les intérêts, les amortissements, l'impôt sur le résultat, l'incidence des pertes (profits) liés à l'évaluation à la valeur de marché et les autres produits (charges) correspondant aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'ils comprennent la quote-part de notre société en commandite du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises attribuable à chacun des éléments ci-dessus et excluent la quote-part (de la perte) du bénéfice des participations consolidées non détenues par la société en commandite répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement du BAIIA ajusté de chaque secteur et du bénéfice net sectoriel consolidé comptabilisé selon les normes IFRS.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE
30 JUIN 2023
EN M\$ US

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Bénéfice net sectoriel consolidé (perte nette sectorielle consolidée)	234 \$	424 \$	139 \$	183 \$	(207) \$	773 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :						
Amortissements	197	138	187	110	—	632
Charges d'intérêts	207	86	116	109	49	567
Quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	(22)	(32)	(35)	(226)	42	(273)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	48	173	59	72	—	352
Charge (économie) d'impôt	110	65	(4)	4	7	182
(Profits) pertes liés à la valeur de marché	6	3	(115)	2	17	(87)
Autres charges (produits)	16	(361)	30	37	(17)	(295)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ²	(460)	(213)	(147)	(178)	—	(998)
BAIIA ajusté	336 \$	283 \$	230 \$	113 \$	(109) \$	853 \$

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE
30 JUIN 2022
EN M\$ US

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Bénéfice net sectoriel consolidé	332 \$	52 \$	113 \$	(11) \$	(61) \$	425 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :						
Amortissements	134	148	157	113	—	552
Charges d'intérêts	179	72	76	110	32	469
Quote-part de la perte (du bénéfice) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	18	28	(24)	26	(14)	34
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	35	170	56	43	—	304
Charge (économie) d'impôt	17	(6)	16	56	71	154
(Profits) pertes liés à la valeur de marché	(7)	(16)	(34)	20	(128)	(165)
Autres (produits) charges	22	23	15	(108)	(8)	(56)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ²	(444)	(201)	(157)	(166)	—	(968)
BAIIA ajusté	286 \$	270 \$	218 \$	83 \$	(108) \$	749 \$

POUR LE SEMESTRE CLOS LE
30 JUIN 2023
EN M\$ US

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Bénéfice net sectoriel consolidé	465 \$	540 \$	171 \$	147 \$	(407) \$	916 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :						
Amortissements	404	275	376	222	—	1 277
Charges d'intérêts	399	170	251	220	95	1 135
Quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	(24)	(101)	(65)	(233)	47	(376)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	92	339	125	138	—	694
Charge (économie) d'impôt	208	55	(27)	9	26	271
(Profits) pertes liés à la valeur de marché	(9)	—	(61)	17	60	7
Autres (produits) charges	80	(327)	33	47	(33)	(200)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ¹	(965)	(396)	(301)	(347)	—	(2 009)
BAIIA ajusté	650 \$	555 \$	502 \$	220 \$	(212) \$	1 715 \$

POUR LE SEMESTRE CLOS LE
30 JUIN 2022
EN M\$ US

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Bénéfice net sectoriel consolidé	639 \$	126 \$	195 \$	(20) \$	(221) \$	719 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :						
Amortissements	271	292	309	224	—	1 096
Charges d'intérêts	309	149	145	218	57	878
Quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	12	6	(43)	18	(13)	(20)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	59	325	117	89	—	590
Charge d'impôt	152	(14)	20	60	74	292
Évaluation à la valeur de marché des contrats dérivés	(17)	(23)	(2)	22	(113)	(133)
Autres (produits) charges	(58)	59	31	(110)	(13)	(91)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ¹	(827)	(395)	(320)	(335)	—	(1 877)
BAIIA ajusté	540 \$	525 \$	452 \$	166 \$	(229) \$	1 454 \$

1. L'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises correspond au BAIIA ajusté attribuable à la société en commandite qui est généré par ses participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En plus de la déduction ou de la réintégration de la quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises, ces ajustements ont pour effet combiné d'exclure l'incidence des soldes pris en compte dans notre définition du BAIIA ajusté comptabilisés dans nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises.
2. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La nature de nos actifs et la qualité des flux de trésorerie que nous en tirons nous permettent de maintenir une structure du capital stable et peu coûteuse. Nous nous efforçons de maintenir suffisamment de liquidités en tout temps pour être en mesure de saisir les occasions intéressantes lorsqu'elles se présentent, de mieux composer avec toute dégradation inattendue de la conjoncture et de maintenir nos distributions aux porteurs de parts. Nos liquidités proviennent principalement des flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation, des facilités de crédit inutilisées et de notre accès aux marchés financiers publics et privés. Nous structurons également les actifs que nous détenons de manière à accroître notre capacité de les monétiser et ainsi obtenir des liquidités supplémentaires, au besoin. Dans certains cas, les filiales peuvent être assujetties à des limites relativement à leur capacité de déclarer ou de payer des dividendes à notre société en commandite. Cependant, aucune limite importante n'existait au 30 juin 2023 et au 31 décembre 2022.

Nos liquidités à l'échelle du groupe au 30 juin 2023 se composaient de ce qui suit :

EN M\$ US	Au 30 juin 2023	Au 31 décembre 2022
Trésorerie et actifs financiers généraux	682 \$	891 \$
Facilité de crédit générale engagée	2 175	2 100
Facilité de crédit générale subordonnée	1 000	1 000
Prélèvements sur la facilité de crédit générale	(577)	(96)
Engagements en vertu de la facilité de crédit générale	(11)	(12)
Papier commercial	(941)	(464)
Quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée dans les entreprises	671	718
Quote-part de la société en commandite du montant disponible aux termes des facilités de crédit des filiales	1 137	950
Liquidités à l'échelle du groupe	4 136 \$	5 087 \$

Les liquidités à l'échelle du groupe sont, à notre avis, suffisantes pour répondre aux besoins actuels de Brookfield Infrastructure. À la fin du trimestre, les liquidités à l'échelle du groupe se chiffraient à 4,1 G\$, soit une baisse par rapport à notre situation de trésorerie au 31 décembre 2022, principalement en raison de l'investissement d'un montant d'environ 1,9 G\$ en vue d'acquérir une entreprise d'infrastructure de décarbonation résidentielle et un portefeuille de tours de télécommunications en Europe, facteur contrebalancé en partie par le produit des récentes cessions.

Nous finançons nos actifs principalement au niveau des sociétés en exploitation au moyen d'emprunts qui, en général, viennent à échéance à long terme, comportent peu de clauses restrictives et sont sans recours contre Brookfield Infrastructure ou nos autres activités.

Sur une base consolidée, au 30 juin 2023, nos remboursements de capital prévus pour les cinq prochaines années étaient les suivants :

EN M\$ US	Durée moyenne (en années)	Pour les périodes de 1 an closes les 30 juin						
		2024	2025	2026	2027	2028	Après	Total
Emprunts généraux ¹	11	529 \$	— \$	— \$	340 \$	529 \$	1 798 \$	3 196 \$
Emprunts sans recours	7	3 783	3 204	3 726	5 923	3 232	11 236	31 104

1. Les emprunts généraux et la durée moyenne à l'échéance sont présentés sur une base ajustée pour exclure les prélèvements sur notre facilité de crédit générale, les émissions de papier commercial et les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 10, « Emprunts », pour plus de détails.

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette attribuable à la société en commandite (se reporter à la définition de la dette attribuable à la société en commandite ci-dessous), une mesure non conforme aux normes IFRS que nous utilisons pour évaluer notre situation de trésorerie, et de la dette consolidée.

EN M\$ US	Au 30 juin 2023	Au 31 décembre 2022
Dette consolidée	35 583 \$	30 233 \$
Ajouter : quote-part de la société en commandite de la dette des participations dans des entreprises associées :		
Services publics	1 157	1 163
Transport	3 502	3 406
Secteur médian	471	716
Données	1 975	1 327
Ajouter : quote-part de la société en commandite de la dette directement liée aux actifs détenus en vue de la vente	—	150
Déduire : emprunts attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	(18 316)	(15 834)
Prime sur la dette et swaps de devises	(216)	(364)
Dette attribuable à la société en commandite	24 156 \$	20 797 \$

Le tableau suivant présente notre dette nette, une mesure de la liquidité non conforme aux normes IFRS utilisée pour évaluer la dette attribuable à la société en commandite, déduction faite de la quote-part de la société en commandite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

EN M\$ US	Au 30 juin 2023	Au 31 décembre 2022
Dette attribuable à la société en commandite		
Services publics	5 641 \$	4 689 \$
Transport	5 307	5 204
Secteur médian	5 559	5 108
Données	2 958	2 130
Siège social	4 691	3 666
Total de la dette attribuable à la société en commandite	24 156 \$	20 797 \$
Quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée dans les entreprises¹		
Services publics	216 \$	182 \$
Transport	327	322
Secteur médian	38	43
Données	90	171
Siège social ²	682	891
Total de la quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée dans les entreprises	1 353 \$	1 609 \$
Dette nette		
Services publics	5 425 \$	4 507 \$
Transport	4 980	4 882
Secteur médian	5 521	5 065
Données	2 868	1 959
Siège social	4 009	2 775
Total de la dette nette	22 803 \$	19 188 \$

1. La quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée dans les entreprises comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie attribuables à la société en commandite de 362 M\$ détenus par l'entremise de ses participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, et elle exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle de 524 M\$ en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.
2. La quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée au titre du siège social comprend les actifs financiers généraux.

Le tableau suivant présente, au 30 juin 2023, la quote-part de notre société en commandite des remboursements de capital prévus pour les cinq prochaines années.

EN M\$ US	Durée moyenne (en années)	2023	2024	2025	2026	2027	Après	Total
Emprunts avec recours								
Emprunts généraux ¹	11	— \$	529 \$	— \$	— \$	340 \$	2 327 \$	3 196 \$
Total des emprunts avec recours	11	—	529	—	—	340	2 327	3 196
Emprunts sans recours²								
Services publics								
Distribution commerciale et résidentielle	9	28	415	574	296	227	1 993	3 533
Transport réglementé	8	29	350	168	205	258	1 098	2 108
	9	57	765	742	501	485	3 091	5 641
Transport								
Chemins de fer	5	18	325	188	416	4	580	1 531
Terminaux diversifiés	6	2	160	144	116	650	1 524	2 596
Routes à péage	7	86	132	153	133	118	558	1 180
	6	106	617	485	665	772	2 662	5 307
Secteur médian³	6	237	367	395	846	1 103	2 611	5 559
Données								
Transmission et distribution de données	7	21	225	175	257	174	1 746	2 598
Stockage de données	3	8	4	200	66	15	67	360
	6	29	229	375	323	189	1 813	2 958
Total des emprunts sans recours^{2, 4}	7	429	1 978	1 997	2 335	2 549	10 177	19 465
Total des emprunts⁵	7	429 \$	2 507 \$	1 997 \$	2 335 \$	2 889 \$	12 504 \$	22 661 \$
Pourcentage du total des emprunts		2 %	11 %	9 %	10 %	13 %	55 %	100 %

1. Les emprunts généraux et la durée moyenne à l'échéance sont présentés sur une base ajustée pour exclure les prélèvements sur notre facilité de crédit générale, les émissions de papier commercial et les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 10, « Emprunts », pour plus de détails. Le calcul de la dette nette présenté dans le tableau ci-dessus exclut ces ajustements.
2. Représente la dette sans recours contre Brookfield Infrastructure, puisque les porteurs ont un droit de recours seulement contre les activités sous-jacentes.
3. Les obligations liées au papier commercial de notre entreprise diversifiée du secteur médian au Canada sont entièrement visées par sa facilité de crédit de sûreté et ont été présentées dans le tableau qui précède en fonction de l'échéance de la facilité connexe.
4. Au 30 juin 2023, une tranche d'approximativement 84 M\$ de la dette attribuable à la société en commandite ne respectait pas les clauses restrictives financières au niveau de l'actif. Cette tranche correspond à moins de 1 % du total de la dette attribuable à la société en commandite. Nous prévoyons être en mesure d'obtenir un refinancement ou une renonciation de la part de nos institutions financières et, par conséquent, nous avons présenté la dette en fonction de l'année d'échéance contractuelle.
5. Au 30 juin 2023, environ 38 % des emprunts avaient été émis sous la forme d'emprunts à taux variable. Brookfield Infrastructure et ses filiales ont conclu des swaps de taux d'intérêt au moyen desquels la dette à taux variable a été transformée en dette à taux fixe, ce qui a réduit à environ 21 % la proportion des emprunts à taux variable sur le total de nos emprunts. Compte non tenu du fonds de roulement et des facilités pour dépenses d'investissement, les emprunts à taux variable correspondent approximativement à 17 % du total de nos emprunts, incluant l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

La durée moyenne de la dette attribuable à la société en commandite est de sept ans. La quote-part de notre société en commandite du ratio d'endettement net, défini comme la quote-part de notre société en commandite de la dette nette divisée par la somme de la quote-part de notre société en commandite de la dette nette et du capital investi, s'établissait à 65 % au 30 juin 2023. Le taux d'intérêt moyen pondéré en trésorerie s'établissait à 5,8 % pour l'ensemble des entreprises (30 juin 2022 – 4,9 %), les taux pour nos secteurs des services publics, du transport, du secteur médian, des données et du siège social s'étant respectivement chiffrés à 6,1 %, à 6,8 %, à 5,5 %, à 5,5 % et à 5,0 % (30 juin 2022 – 5,6 %, 5,7 %, 4,5 %, 4,5 % et 3,7 %, respectivement).

Nous définissons la dette attribuable à la société en commandite, une mesure non conforme aux normes IFRS, comme la quote-part de notre société en commandite des obligations relatives aux emprunts liés à nos participations dans diverses entreprises comprises dans le portefeuille. La dette nette correspond à la dette attribuable à la société en commandite, déduction faite de la quote-part de la société en commandite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La quote-part de notre société en commandite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est calculée comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés en vertu des normes IFRS, plus notre quote-part de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus par l'intermédiaire de participations dans des entreprises associées et des coentreprises, moins les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle.

La dette attribuable à la société en commandite et la dette nette ne sont pas présentées conformément aux normes IFRS et elles ne visent pas à l'être. Nous sommes d'avis que l'information que nous présentons, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés en vertu des normes IFRS de notre société en commandite, y compris la dette consolidée, offre une évaluation plus éloquente de la performance de nos activités et de la gestion de notre capital. La présentation de la dette attribuable à la société en commandite et de la dette nette comme outils d'analyse comporte des limites, y compris les suivantes :

- La dette attribuable à la société en commandite et la dette nette ne représentent pas notre obligation consolidée relative à la dette sous-jacente d'un placement consolidé. Si un projet donné ne génère pas des flux de trésorerie suffisants pour régler l'intégralité des paiements liés à la dette connexe, notre société en commandite peut décider, à sa discrétion, de régler l'insuffisance au moyen d'une injection de capitaux en vue d'éviter un manquement à l'obligation. Une telle insuffisance pourrait ne pas être apparente ou ne pas être équivalente à l'écart entre le BAIIA ajusté proportionnel global de l'ensemble des placements compris dans notre portefeuille et la dette attribuable à la société en commandite globale de l'ensemble des placements compris dans notre portefeuille.
- D'autres sociétés peuvent calculer la dette attribuable à la société en commandite et la dette nette différemment de nous.

La dette attribuable à la société en commandite et la dette nette sont présentées pour aider les investisseurs à comprendre la structure du capital de nos placements sous-jacents qui sont consolidés dans nos états financiers, mais qui ne sont pas entièrement détenus. Présentées parallèlement au BAIIA ajusté, ces deux mesures devraient fournir de l'information utile quant à la façon dont la société en commandite a financé ses entreprises au niveau de l'actif, et elles donnent un aperçu de notre rendement du capital que nous avons investi à un niveau donné d'endettement. De plus, la société en commandite prend part à des arrangements comme des coentreprises ou des consortiums, ce qui lui permet d'avoir accès à des partenaires qui possèdent une expertise locale stratégique et d'importants capitaux. Lorsqu'elle investit dans de tels arrangements, lesquels ne sont pas consolidés aux fins des états financiers, la société en commandite conserve néanmoins le contrôle conjoint ou une influence notable sur l'entreprise et n'est pas, par conséquent, un investisseur passif. Nous établissons des accords de gouvernance afin d'exiger de chacune de nos entreprises qu'elle distribue la totalité de la trésorerie disponible (généralement définie comme les fonds en caisse moins tout montant réservé aux fins des projets de croissance engagés selon l'approbation du conseil d'administration de l'entreprise), accords qui assurent que toute décision de ne pas distribuer la totalité des flux de trésorerie disponibles ne peut être prise sans notre consentement exprès. Par conséquent, la société en commandite a accès aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la totalité de nos entreprises, y compris les coentreprises et tout autre placement non consolidé.

INFORMATION FINANCIÈRE SUPPLÉMENTAIRE

L'information qui suit est présentée conformément à la règle 13-01 du règlement S-X à l'égard des titres d'emprunt émis par Brookfield Infrastructure Finance ULC (« Alberta Finco ») et BIP Bermuda Holdings I Limited (« Bermuda Holdco »), qui sont pleinement et inconditionnellement garantis par notre société en commandite. En outre, la société de portefeuille SEC, Bermuda Holdco (dans le cas des titres d'emprunt émis par Alberta Finco), Alberta Finco (dans le cas des titres d'emprunt émis par Bermuda Holdco), Brookfield Infrastructure Holdings (Canada) Inc. (« Can Holdco »), Brookfield Infrastructure US Holdings I Corporation (« US Holdco ») et BIPC Holdings Inc. (« BIPC Holdings ») et, conjointement avec notre société en commandite, la société de portefeuille SEC, Alberta Finco [dans le cas des titres d'emprunt émis par Bermuda Holdco], Bermuda Holdco [dans le cas des titres émis par Alberta Finco], Can Holdco et US Holdco, les « garants » ont également garanti le paiement du capital, de la prime (le cas échéant) et des intérêts ainsi que de certains autres montants aux termes des titres d'emprunt de premier rang ou de rang subordonné émis par Alberta Finco et Bermuda Holdco, selon le cas.

Les tableaux suivants présentent un résumé de l'information financière des entités suivantes :

- Alberta Finco et Bermuda Holdco (conjointement, les « sociétés financières »);
- les garants (y compris notre société en commandite).

Aux fins des tableaux ci-dessous, la mention « sociétés financières et garants » fait référence à chacune des entités identifiées ci-dessus, sans en faire double emploi.

Pour le semestre clos le 30 juin 2023 EN M\$ US	État du résultat net		
	Sociétés financières et garants	Transactions avec des filiales non garantes	Transactions avec d'autres parties liées
Produits ¹	— \$	— \$	— \$
Marge brute	—	—	—
Autres produits ²	605	605	—
Bénéfice net	446	600	(154)
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022			
Produits ¹	— \$	— \$	— \$
Marge brute	—	—	—
Autres produits ²	4 749	4 746	—
Bénéfice net	4 215	4 708	(318)

1. Le total des produits de notre société en commandite et ses filiales contrôlées s'est chiffré à 8 474 M\$ et à 14 427 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2023 et l'exercice clos le 31 décembre 2022, respectivement.
2. Les autres produits comprennent les dividendes et les produits d'intérêts.

Au 30 juin 2023 EN M\$ US	État de la situation financière		
	Sociétés financières et garants	Montants à recevoir des (à payer aux) filiales non garantes	Montants à recevoir des (à payer aux) autres parties liées
Actifs courants	1 834 \$	1 834 \$	— \$
Total de l'actif ¹	4 366	4 366	—
Passifs courants	10 201	10 032	169
Total du passif	10 969	10 760	209
Au 31 décembre 2022			
Actifs courants	736 \$	721 \$	— \$
Total de l'actif ¹	1 991	1 975	—
Passifs courants	4 933	4 266	91
Total du passif	8 418	4 617	111

1. Le total de l'actif de notre société en commandite et ses filiales contrôlées s'est chiffré à 81 671 M\$ et à 72 969 M\$ au 30 juin 2023 et au 31 décembre 2022, respectivement.

Alberta Finco

Alberta Finco est une filiale indirecte entièrement détenue de notre société en commandite constituée en société par actions en vertu de la Business Corporations Act (Alberta) le 22 mai 2012. En mai 2021, Alberta Finco a émis des billets subordonnés échéant en 2081 à un taux fixe de 5,000 % par année d'une valeur de 250 M\$ (les « billets d'Alberta Finco »), qui arriveront à échéance le 24 mai 2081. Les billets d'Alberta Finco ont été émis en vertu du premier acte de fiducie supplémentaire, daté du 24 mai 2021, à l'acte de fiducie, daté du 24 mai 2021, intervenu entre Alberta Finco, notre société en commandite, les autres garants (autres qu'Alberta Finco) ainsi que Computershare Trust Company, N.A. et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaires (dans sa version complétée par le premier acte de fiducie supplémentaire, l'« acte de fiducie d'Alberta Finco »). Les billets d'Alberta Finco permettent le report des intérêts au gré d'Alberta Finco; toutefois, si Alberta Finco a reporté les intérêts alors prévus en vertu de l'acte de fiducie d'Alberta Finco, notre société en commandite se voit imposer des restrictions relatives au paiement de distributions sur nos parts ou nos parts privilégiées ou au rachat, à l'achat ou à toute autre forme de retrait de nos parts ou de nos parts privilégiées, et elle ne peut payer les intérêts sur certaines dettes. Les billets d'Alberta Finco sont remboursables au gré d'Alberta Finco à compter du 24 mai 2026. Les billets d'Alberta Finco sont également remboursables dans certaines circonstances liées aux notations et à l'impôt. Une tranche du produit des billets d'Alberta Finco a servi au rachat de nos parts privilégiées de série 5 le 30 septembre 2021, et le reste a servi aux fins générales de la société en commandite. Les billets d'Alberta Finco sont pleinement et inconditionnellement garantis par notre société en commandite et sont également garantis par les autres garants (autres qu'Alberta Finco). Les billets d'Alberta Finco, y compris les intérêts courus et impayés connexes, seront échangés automatiquement, sans le consentement des porteurs et sans que ces derniers aient de mesure à prendre, contre des parts privilégiées de catégorie A, série 15, lorsque surviendront certains événements liés à une faillite.

Bermuda Holdco

Bermuda Holdco est une filiale indirecte entièrement détenue de notre société en commandite constituée en société par actions en vertu de la Companies Act 1981 des Bermudes le 9 novembre 2007. En janvier 2022, Bermuda Holdco a émis des billets subordonnés perpétuels à un taux fixe de 5,125 % par année d'une valeur de 300 M\$ (les « billets subordonnés perpétuels »). Les billets subordonnés perpétuels ont été émis en vertu du premier acte de fiducie supplémentaire, daté du 21 janvier 2022, à l'acte de fiducie, daté du 21 janvier 2022, intervenu entre Bermuda Holdco, notre société en commandite, les autres garants (autres que Bermuda Holdco) ainsi que Computershare Trust Company, N.A. et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaires (dans sa version complétée par le premier acte de fiducie supplémentaire, l'« acte de fiducie de Bermuda Holdco »). Les billets subordonnés perpétuels permettent le report des intérêts au gré de Bermuda Holdco; toutefois, si Bermuda Holdco a reporté les intérêts alors prévus en vertu de l'acte de fiducie de Bermuda Holdco : i) les intérêts ainsi reportés deviennent exigibles et payables à la date à laquelle Bermuda Holdco déclare des distributions sur les actions ordinaires ou les actions privilégiées de Bermuda Holdco; et ii) notre société en commandite se voit imposer des restrictions relatives au paiement de distributions sur nos parts ou nos parts privilégiées et au rachat, à l'achat ou à toute autre forme de retrait de nos parts ou de nos parts privilégiées, et elle ne peut payer les intérêts sur certaines dettes. Les billets subordonnés perpétuels sont remboursables au gré de Bermuda Holdco à compter du 21 janvier 2027. Les billets subordonnés perpétuels sont également remboursables dans certaines circonstances liées aux notations et à l'impôt. Une tranche du produit des billets subordonnés perpétuels a servi au rachat de nos parts privilégiées de série 7 le 31 mars 2022, et le reste a servi aux fins du fonds de roulement. Les billets subordonnés perpétuels sont pleinement et inconditionnellement garantis par notre société en commandite et sont également garantis par les autres garants (autres que Bermuda Holdco).

GESTION DU CAPITAL

L'approche de notre société en commandite en matière de gestion du capital consiste à maximiser les rendements pour les porteurs de parts et à nous assurer que le capital est investi de façon à nous permettre d'atteindre nos objectifs en matière de rendement des placements.

Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société en commandite, est une mesure que nous utilisons pour évaluer les rendements du capital investi par rapport aux rendements visés. Les décisions d'investissement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés (les « FTOA »), moins les remboursements de capital estimatifs liés aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période. Notre société en commandite effectue une estimation des remboursements de capital en examinant le profil des flux de trésorerie sur la durée d'utilité économique des entreprises à durée de vie limitée, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023, la moyenne pondérée du capital investi s'est chiffrée à 12 287 M\$ et à 12 284 M\$, respectivement. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour obtenir plus de détails.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau ci-dessous présente les obligations contractuelles de Brookfield Infrastructure au 30 juin 2023.

EN M\$ US	Paiements exigibles par période				Total des flux de trésorerie contractuels
	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Créditeurs et autres passifs	2 903 \$	48 \$	7 \$	197 \$	3 155 \$
Emprunts généraux ¹	1 470	—	917	2 327	4 714
Emprunts sans recours	3 783	3 204	12 881	11 237	31 105
Passifs financiers	364	157	60	1 551	2 132
Obligations locatives	463	425	1 129	2 399	4 416
Charges d'intérêts :					
Emprunts généraux ²	174	157	382	1 091	1 804
Emprunts sans recours	1 675	1 513	3 198	3 466	9 852

1. Les emprunts généraux excluent les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 10, « Emprunts », pour plus de détails.
2. Les charges d'intérêts sur les emprunts généraux comprennent des obligations non actualisées liées aux intérêts sur les billets subordonnés assortis d'un coupon de 5,0 % par année et venant à échéance le 24 mai 2081, d'une valeur de 250 M\$.

De plus, en vertu de la convention-cadre de services, nous versons chaque trimestre à Brookfield des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société en commandite, plus le montant net des emprunts avec recours. Ces honoraires devraient s'élever à quelque 424 M\$ par année, en fonction de la capitalisation boursière de notre société en commandite au 30 juin 2023, majorée de nos parts privilégiées et du montant net de nos emprunts généraux avec recours.

Un élément indissociable de la stratégie de notre société en commandite consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au profil de Brookfield Infrastructure. Dans le cours normal des activités, notre société en commandite a pris des engagements envers des fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur afin de participer à ces acquisitions cibles dans l'avenir lorsqu'elles seront identifiées, le cas échéant.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Stratégie de couverture du risque de change

Dans la mesure où nous croyons que cela s'avère intéressant sur le plan économique, notre stratégie consiste à couvrir une partie de nos placements en titres de capitaux propres ou de nos flux de trésorerie exposés au risque de change dans le cadre de nos activités. Les principes clés suivants constituent le fondement de notre stratégie de couverture du risque de change :

- Nous tirons parti de toute couverture naturelle qu'il pourrait y avoir au sein de nos activités.
- Dans la mesure du possible, nous finançons nos activités par des emprunts en monnaies locales.
- Nous pouvons recourir à des contrats dérivés dans la mesure où les couvertures naturelles ne sont pas suffisantes.

Le tableau qui suit présente la partie couverte de notre placement en devises au 30 juin 2023. Les soldes ajustés des placements en titres de capitaux propres reflètent la valeur comptable de nos actifs au 30 juin 2023, qui comporte certaines limites pour l'évaluation de notre position de couverture. Plus important encore, toutes les immobilisations incorporelles et les occasions de croissance ne sont pas admissibles à une réévaluation. Par conséquent, la valeur comptable est inférieure à la juste valeur, comme l'illustre le tableau qui suit.

EN M\$ US	Couvertures de change								
	USD ¹	AUD	GBP	BRL	CAD ²	EUR	PEN	INR	Autres
Placement en titres de capitaux propres, montant brut – \$ US	3 395 \$	2 168 \$	2 234 \$	1 411 \$	1 204 \$	1 478 \$	127 \$	417 \$	86 \$
Éléments généraux – \$ US ³	(2 465)	—	—	—	—	—	—	—	—
Placement en titres de capitaux propres – \$ US	930	2 168	2 234	1 411	1 204	1 478	127	417	86
Contrats de change – \$ US	5 011	(1 156)	(1 117)	—	(1 204)	(1 478)	(10)	(46)	—
Position nette non couverte	5 941 \$	1 012 \$	1 117 \$	1 411 \$	— \$	— \$	117 \$	371 \$	86 \$
Pourcentage des placements en titres de capitaux propres couverts	s.o.	53 %	50 %	— %	100 %	100 %	8 %	11 %	— %

1. Le montant net du placement en titres de capitaux propres en dollars américains exclut des parts privilégiées de 389 M\$ et des billets subordonnés perpétuels de 293 M\$.
2. Le montant net du placement en titres de capitaux propres en dollars canadiens exclut des parts privilégiées et des actions privilégiées de 601 M\$.
3. Comprend des billets à moyen terme, des billets subordonnés, les émissions de papier commercial, le dépôt de notre société mère et le fonds de roulement au niveau de la société en commandite.

Au 30 juin 2023, 59 % de notre placement net en titres de capitaux propres était en dollars américains, notre monnaie fonctionnelle. Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, nous avons comptabilisé des pertes dans le résultat global de 80 M\$ (30 juin 2022 – 376 M\$) relativement à ces contrats de change.

RÉINVESTISSEMENT DES CAPITAUX

Nous finançons nos investissements de croissance par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, ainsi que par une dette sans recours qui atteint les seuils en matière de couverture et de clauses restrictives permettant d'obtenir une notation de première qualité. De cette façon, nous pouvons nous assurer que nos placements disposent de structures du capital stables qui sont soutenues par une quantité importante de capitaux propres et que les flux de trésorerie en ce qui concerne l'actif peuvent être versés librement à la société en commandite. Cette stratégie est également à la base de nos notations de première qualité.

Pour financer des projets d'aménagement et des acquisitions de grande envergure, nous évaluons diverses sources de capitaux, y compris le produit de la vente d'entreprises arrivées à maturité, en plus de mobiliser des fonds sur les marchés boursiers au moyen d'émissions de titres de capitaux propres, de titres d'emprunt et d'actions privilégiées. En outre, la société en commandite possède des facilités de crédit renouvelables engagées d'environ 2 G\$ qui peuvent être utilisées aux fins des placements et des acquisitions, ainsi que pour financer la composante capitaux propres des initiatives de croissance interne. Ces facilités ne sont pas une source permanente de capitaux : elles visent plutôt à satisfaire des besoins provisoires en attendant une stratégie de financement à long terme, et c'est ainsi qu'elles ont été utilisées par le passé.

En matière de gestion de la trésorerie, la société en commandite gère ses réserves de façon à réduire au minimum l'incidence du change et les frais administratifs, et à améliorer notre capacité d'obtenir du financement par emprunt au niveau de l'actif. Même si les capitaux sont principalement mobilisés au niveau de la société en commandite pour financer la composante capitaux propres des investissements de croissance interne, le financement réel des projets peut être obtenu en injectant de la trésorerie dans les filiales ou en ayant recours aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation conservés par l'entreprise. Fait important à noter, le transfert physique de la trésorerie n'a aucune incidence sur la capacité de Brookfield Infrastructure à financer les dépenses d'investissement ou à verser des distributions.

POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Nos distributions s'appuient sur des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation stables et issus d'activités contractuelles et hautement réglementées. L'objectif de notre société en commandite est de verser des distributions durables. La cible du ratio de distribution de notre société en commandite se situe entre 60 % et 70 % des FTO. Lorsque nous déterminons ce que nous considérons comme un ratio de distribution prudent, nous conservons généralement une tranche d'environ 15 % à 20 % des FTO qui servira à financer la composante capitaux propres de nos investissements de croissance récurrents.

Le tableau qui suit présente les ratios de distribution de la société en commandite.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Bénéfice net attribuable à la société en commandite ¹	378 \$	176 \$	401 \$	246 \$
FTO	552	513	1 106	1 006
FTOA	422	414	882	838
Distributions ²	377	354	753	711
Ratio de distribution des FTO ³	68 %	69 %	68 %	71 %
Ratio de distribution des FTOA ⁴	89 %	86 %	85 %	85 %

1. Comprend le bénéfice net attribuable aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.
2. Comprend les distributions de la société en commandite, les distributions de la société en commandite aux porteurs de parts privilégiées et les distributions aux porteurs de billets subordonnés perpétuels.
3. Le ratio de distribution des FTO est défini comme les distributions (y compris les distributions incitatives du commandité, les distributions sur parts privilégiées et les intérêts sur les billets perpétuels classés dans les capitaux propres) divisées par les FTO.
4. Le ratio de distribution des FTOA est défini comme les distributions (y compris les distributions incitatives du commandité, les distributions sur parts privilégiées et les intérêts sur les billets perpétuels classés dans les capitaux propres) divisées par les FTOA.

La distribution annuelle de la société en commandite est passée en revue par le conseil d'administration au premier trimestre de chaque exercice, en tenant compte des facteurs suivants :

- i) les résultats de l'exercice précédent ainsi que le budget de l'exercice à venir et le plan d'affaires quinquennal en fonction de la quote-part de la société en commandite des FTO générés par nos actifs;
- ii) les liquidités à l'échelle du groupe et la capacité de la société en commandite à financer les dépenses d'investissement engagées.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

En raison de la nature capitalistique des actifs de notre société en commandite, des dépenses d'investissement continues sont nécessaires aux fins des entrées, des améliorations ainsi que de l'entretien et des réparations sur la durée du cycle de vie des immobilisations de production liées à nos activités. Notre société en commandite passe en revue toutes les dépenses d'investissement et les classe dans l'une des deux catégories suivantes :

- i) Investissements de croissance : dépenses appuyées par des produits additionnels qui amélioreront le rendement de notre société en commandite. Ces projets peuvent être inclus dans la base tarifaire de notre secteur des services publics ou visent à accroître la capacité en vue d'élargir nos réseaux d'infrastructures existants au sein de nos secteurs du transport, du secteur médian et des données.
- ii) Investissements de maintien : dépenses nécessaires pour maintenir l'état d'exploitation actuel et la fiabilité du système, tout en assurant le respect des exigences en matière de réglementation et de sécurité.

Nous gérons des processus d'examen et d'approbation distincts pour chacune des deux catégories de dépenses d'investissement. Les investissements de croissance sont financés de façon distincte et ils doivent atteindre le seuil de rendement des capitaux propres après impôt de 12 % à 15 %, fixé par notre société en commandite. Les projets qui respectent ce seuil de rendement sont présentés au comité responsable des dépenses d'investissement, qui se compose de membres de la haute direction du commandité de notre société en commandite. Le comité examine les plans proposés en matière de projets en tenant compte des rendements cibles et des plans de financement, en plus d'analyser les divers risques liés à l'exécution de ces projets. Une fois qu'un projet reçoit l'approbation du comité responsable des dépenses d'investissement, il est habituellement ajouté au carnet de commandes.

Les investissements de maintien sont régis par un processus différent, quoique tout aussi rigoureux, puisque l'incapacité de procéder aux investissements nécessaires pour maintenir nos activités pourrait nuire à la capacité de nos entreprises de servir nos clients ou de poursuivre les activités. D'abord, l'équipe responsable de l'exploitation d'une entreprise donnée effectue un examen détaillé de tous les investissements de maintien prévus et proposés dans le cadre du processus annuel d'établissement du budget. Ces plans sont passés en revue dans le contexte de la stratégie de l'entreprise en matière d'investissements de maintien, laquelle est établie avec notre société en commandite au moment de l'acquisition, et ils tiennent compte des facteurs de performance, qui comprennent la santé et la sécurité du public et des travailleurs, la conformité en matière de réglementation et d'environnement ainsi que l'intégrité et la fiabilité du système. Les projets d'investissements de maintien approuvés au niveau de l'actif sont par la suite présentés aux équipes de gestion des actifs communs de notre société en commandite, qui sont responsables de superviser les activités de la société en commandite et qui ont une grande expérience en matière de gestion d'actifs liés aux services publics, au transport, au secteur médian et aux données. Dans le cadre d'un processus itératif mené auprès des membres de la haute direction responsables de l'exploitation des sociétés, le plan est peaufiné au moyen d'un examen exhaustif qui comprend le classement par ordre de priorité des projets non discrétionnaires et une comparaison avec les références dans le secteur. Une fois qu'ils sont approuvés, les plans en matière d'investissements de maintien sont intégrés aux plans d'affaires annuel et quinquennal présentés à la haute direction de notre société en commandite. Après l'approbation de cette dernière, les plans sont exécutés au cours de l'exercice suivant, et les équipes responsables de l'exploitation et de la gestion d'actifs surveillent étroitement les résultats obtenus par rapport aux plans.

En plus des divers niveaux d'examen interne, notre société en commandite retient chaque année les services d'un cabinet d'ingénierie réputé et reconnu à l'échelle mondiale pour effectuer un examen indépendant de son approche globale en matière d'investissements de maintien et de son programme de dépenses d'investissement détaillé. Chaque année, le cabinet d'ingénierie passera en revue une partie du portefeuille, et il étudiera l'ensemble des actifs en alternance. Pour chaque actif examiné au cours d'une année donnée, le cabinet d'ingénierie comparera les dépenses historiques et prévues aux normes dans le secteur, aux exigences réglementaires et à d'autres données de comparaison et déterminera si le programme d'investissements de maintien est raisonnable en fonction de la nature de l'entreprise ainsi que de l'âge et de la condition des actifs. Nous avons également retenu les services d'un cabinet comptable pour passer en revue les conclusions du rapport fourni par le cabinet d'ingénierie et évaluer les activités de contrôle entourant notre processus d'établissement des fourchettes d'investissements de maintien annuels de chacun des secteurs. Les résultats des missions confirment que nos fourchettes établies en matière d'investissements de maintien annuels sont raisonnables et cadrent avec les normes du secteur pour des actifs de nature semblable.

Le tableau qui suit détaille les investissements de croissance par secteur opérationnel.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Investissements de croissance par secteur				
Services publics	139 \$	129 \$	273 \$	241 \$
Transport	66	73	129	128
Secteur médian	29	93	54	173
Données	140	70	321	133
	374 \$	365 \$	777 \$	675 \$

Les investissements de croissance se sont chiffrés à 374 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2023, comparativement à 365 M\$ pour la période correspondante de 2022. Les investissements de croissance ont augmenté principalement dans notre secteur des données grâce à notre partenariat visant la construction de deux fonderies de semi-conducteurs aux États-Unis, tandis que les dépenses dans notre secteur médian ont diminué à la suite de la mise en service du complexe pétrochimique Heartland plus tôt au cours de l'exercice.

Le tableau qui suit détaille les investissements de maintien par secteur opérationnel.

EN M\$ US	Investissements de maintien continus estimatifs annuels		Investissements réels			
			Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	Plancher	Plafond	2023	2022	2023	2022
Investissements de maintien par secteur						
Services publics	75 \$	90 \$	27 \$	13 \$	45 \$	22 \$
Transport	165	175	47	45	87	82
Secteur médian	125	140	48	32	73	46
Données	40	45	8	9	19	18
	405 \$	450 \$	130 \$	99 \$	224 \$	168 \$

Les investissements de maintien se sont chiffrés à 130 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2023, ce qui représente une hausse de 31 M\$ par rapport à la période correspondante de 2022. Après la clôture des nouveaux investissements et des ventes d'actifs, nous estimons que nos investissements de maintien annuels se situeront entre 405 M\$ et 450 M\$, soit entre 75 M\$ et 90 M\$ pour les services publics, entre 165 M\$ et 175 M\$ pour le transport, entre 125 M\$ et 140 M\$ pour le secteur médian, et entre 40 M\$ et 45 M\$ pour les données. Les investissements de maintien ont augmenté dans notre secteur des services publics, en raison de l'acquisition de HomeServe, une entreprise d'infrastructure de décarbonation résidentielle qui exerce ses activités en Amérique du Nord et en Europe, et dans notre secteur médian, en raison des travaux de révision planifiés à notre entreprise diversifiée du secteur médian au Canada. Au 30 juin 2023, nos investissements de maintien se situaient près de la limite supérieure de notre fourchette estimative, en raison du calendrier des investissements de maintien saisonniers. Notre société en commandite se fonde sur les données du secteur et les données de comparaison fournies par un cabinet d'ingénierie mondial pour déterminer les fourchettes d'investissements de maintien appropriées, tel qu'il est expliqué ci-dessus.

ESTIMATIONS RELATIVES AUX AMORTISSEMENTS ET AU REMBOURSEMENT DE CAPITAL

Pour déterminer la juste valeur, la durée d'utilité et la valeur résiduelle des placements dans des infrastructures essentielles à long terme, certains jugements et estimations sont formulés. Par conséquent, les amortissements de notre société en commandite ne sont pas directement comparables au niveau de capital nécessaire pour maintenir l'intégrité et la sécurité de nos actifs physiques et leur profil de flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. L'utilisation de l'amortissement comptable de notre société en commandite comme indicateur des exigences annuelles en matière d'investissements de maintien comporte les trois limites distinctes suivantes :

- La société en commandite a choisi de réévaluer les immobilisations corporelles chaque année en vertu des normes IFRS. Chaque année, nous évaluons la juste valeur de nos immobilisations corporelles en examinant les flux de trésorerie actualisés que nous prévoyons recevoir de l'entreprise sous-jacente. Les profits de réévaluation que nous avons comptabilisés reflètent notre capacité à augmenter les flux de trésorerie générés par ces entreprises, le réinvestissement des flux de trésorerie dans des investissements de maintien et des projets de croissance interne relatifs ainsi que la demande croissante des investisseurs institutionnels à l'égard d'investissements matures comportant un faible niveau de risque. Bien que les profits de réévaluation correspondent à l'augmentation de la valeur pour nos actionnaires, ils se traduisent également par une hausse de la dotation à l'amortissement, car nous amortissons une valeur de l'actif plus élevée sur la même durée d'utilité estimative. Toutefois, cette augmentation de l'amortissement présenté ne correspond souvent pas à une augmentation du coût de maintien de l'actif physique. Nous estimons que les profits de réévaluation à eux seuls se traduisent par une augmentation de près de 25 % de l'amortissement présenté au cours des trois derniers exercices.
- En raison de la nature de nos placements, historiquement, une importante partie de nos répartitions du prix d'achat est attribuée aux immobilisations corporelles. Cette répartition a une incidence similaire sur l'approche en matière de réévaluation en ce sens qu'elle augmente la dotation à l'amortissement au cours de notre période de détention. Notre acquisition du grand exploitant indépendant de tours de télécommunications en France constitue un exemple récent de cette incidence. L'entreprise génère des flux de trésorerie stables liés à l'inflation fondés sur des contrats à long terme conclus avec ses clients. Aux fins de la répartition du prix d'achat, nous avons utilisé un modèle interne des flux de trésorerie actualisés pour répartir la contrepartie versée aux immobilisations corporelles (les tours physiques) et aux immobilisations incorporelles (les relations clients à long terme avec nos locataires). Un goodwill limité avait été attribué à cette entreprise et, par conséquent, la valeur comptable des immobilisations corporelles excédait de loin le coût de base précédemment amorti par le vendeur. Par conséquent, la dotation à l'amortissement annuelle que nous comptabilisons est considérablement plus élevée que celle qui aurait été comptabilisée par le vendeur. Comme pour le premier point, les flux de trésorerie qui devraient être générés par le placement donnent lieu à une prime par rapport au coût de remplacement physique, ce qui exacerbe encore le décalage entre l'amortissement comptable et le coût réel de maintien de ces actifs. Aujourd'hui, nous estimons que près de 30 % de la quote-part de notre société en commandite de la dotation aux amortissements découle de la méthode de répartition du prix d'achat initial, principalement entre les catégories d'actifs amortissables.

- iii) L'amortissement sur la durée d'utilité comptable ne reflète pas toujours les investissements de maintien annuels, car bon nombre de nos actifs d'infrastructure ont des exigences d'entretien très minimales. À titre d'exemple, notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni, le plus important fournisseur indépendant de raccordements au gaz et à l'électricité du dernier kilomètre au pays, compte aujourd'hui plus de deux millions de raccordements multiservices en place. En vertu des normes comptables que nous avons adoptées (les normes IFRS), nous devons amortir le réseau sur une période pouvant aller jusqu'à 60 ans. Cependant, nos actifs réseau, qui consistent principalement en des tuyaux presque indestructibles installés plusieurs pieds sous terre, exigent un entretien minime.

Certaines de nos participations dans les secteurs des services publics et du transport sont détenues et exploitées en vertu de concessions, ce qui pourrait également faire en sorte que les amortissements soient supérieurs aux exigences en matière de maintien. Les actifs d'infrastructures essentielles sont souvent détenus par l'intermédiaire d'ententes qui accordent au concessionnaire le droit d'exploiter le placement pour une période déterminée. Cette façon de faire est courante dans certaines catégories d'actifs, comme les autoroutes à péage, où les actifs sont transférés à l'organisme de réglementation à la fin de la période visée. Les plus importants placements fondés sur des concessions de notre société en commandite sont ceux dans nos entreprises de routes à péage. Ces concessions visent une partie de la durée d'utilité de l'actif et, par conséquent, les investissements de maintien annuels sur la durée d'une concession peuvent être inférieurs à ceux requis sur l'ensemble de la durée d'utilité (par exemple, les routes à péage en Amérique du Nord et en Amérique du Sud pourraient durer jusqu'à 100 ans, mais les périodes de concession peuvent varier de 20 à 40 ans).

Contrairement aux nombreuses franchises perpétuelles que nous détenons, les flux de trésorerie au cours d'une période de placement liée à une entente de concession comprendront le remboursement du capital investi. Par conséquent, nous sommes d'avis que les investisseurs devraient comprendre la tranche de nos flux de trésorerie que nous estimons correspondre à un remboursement de capital. Notre société en commandite effectue une estimation des remboursements de capital en examinant le profil des flux de trésorerie sur la durée d'utilité économique des entreprises à durée de vie limitée, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Le tableau suivant présente un sommaire des estimations du remboursement de capital pour les trimestres clos le 30 juin 2023 et le 30 juin 2022.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Remboursement de capital ¹	(30) \$	(36) \$	(60) \$	(72) \$

1. Se reporter à la rubrique « *Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS* » pour plus d'information. Le remboursement de capital est utilisé dans le calcul du rendement du capital investi, une mesure non conforme aux normes IFRS.

Bien qu'il soit utile de le faire pour comprendre la performance opérationnelle de nos entreprises, nous sommes d'avis qu'il n'est pas approprié de réduire nos flux de trésorerie d'exploitation pour tenir compte du remboursement de capital afin d'établir une estimation différente des capacités de production de flux de trésorerie à long terme de notre société en commandite. Une telle estimation ne tiendrait pas compte des variations de la valeur de l'entreprise découlant de nos initiatives stratégiques. Lors de l'acquisition de ces droits de concession, nous veillons à réunir ces actifs sous la gouverne d'une équipe de direction chevronnée et d'une plateforme axée sur la croissance. À mesure que les accords de concession deviennent transférables, nous prévoyons monétiser ces placements dans le cadre de nos initiatives plus générales de réinvestissement du capital, comme nous l'avons fait récemment pour notre entreprise de routes à péage au Chili. Nous avons acquis cette entreprise fondée sur des concessions pour un montant de 340 M\$ en 2011 et en 2012. Grâce au réinvestissement des flux de trésorerie, à une structure du capital stable et à la mise en place d'une solide équipe de direction, nous avons pu vendre cette entreprise pour un produit net après impôt d'environ 700 M\$ pour BIP dans le cadre de trois transactions distinctes, bien qu'il reste neuf ans de moins sur la durée de la concession. La vente de l'actif s'est traduite par un TRI de 16 %. Même si nous attribuons une portion des flux de trésorerie au remboursement de capital, la valeur de nos actifs visés par des concessions à durée d'utilité déterminée ne diminue pas nécessairement au fil du temps, ce qui s'explique notamment par le fait que, compte tenu de la force des équipes de direction et de l'augmentation globale du PIB qui nécessite une plus grande infrastructure, la possibilité d'acquérir de nouveaux actifs ou d'élargir nos activités existantes revêt une certaine valeur. Dans le cas de notre entreprise de routes à péage au Chili, nous avons réalisé un produit bien supérieur au capital investi.

Pour améliorer la comparabilité de nos états financiers et des mesures non conformes aux normes IFRS, nous encourageons les investisseurs à tenir compte des fourchettes d'investissements de maintien et des estimations du remboursement de capital comprises dans les informations que nous présentons. Combinées à nos mesures conformes et non conformes aux normes IFRS, ces informations fourniront aux utilisateurs un portrait exhaustif de notre performance opérationnelle au fil du temps.

EXAMEN DES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ¹	970 \$	734 \$	1 487 \$	1 469 \$
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	760	(584)	(5 693)	(1 708)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	(1 915)	(690)	4 222	107

1. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de notre société en commandite comprennent une réduction de la trésorerie relative à l'incidence des créances résultant de contrats de location-financement conclus par notre entreprise d'infrastructure d'énergie résidentielle en Amérique du Nord. L'entreprise présente dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation des sorties relatives au coût des stocks et, compte tenu du fait que les contrats sont titrisés depuis 2019, les sorties de trésorerie correspondantes sont contrebalancées par les augmentations des emprunts sans recours inscrites dans les activités de financement dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Ce tableau tient compte des activités au sein de nos activités consolidées et, par conséquent, exclut les activités des entités non consolidées.

Trimestres clos les 30 juin 2023 et 2022

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 1,0 G\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2023, soit une hausse par rapport à la période correspondante de 2022, en raison de l'augmentation des distributions provenant de nos participations dans des entreprises associées attribuable à nos récentes cessions, partiellement contrebalancée par une hausse du fonds de roulement découlant du calendrier des paiements d'intérêts et d'impôt.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement ont totalisé 0,8 G\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 0,6 G\$ pour la période correspondante de 2022. Les résultats de la période considérée comprennent le produit d'environ 1,3 G\$ des récentes cessions, facteur partiellement contrebalancé par un capital net de 0,5 G\$ investi dans les actifs financiers et les actifs à long terme. Les résultats de la période précédente comprenaient le capital de 0,2 G\$ investi dans l'acquisition d'une participation de 13 % dans une entreprise de compteurs intelligents en Australie et le capital net de 0,7 G\$ investi dans les actifs financiers et à long terme. Ces sorties de trésorerie ont été partiellement contrebalancées par le produit de la vente de participations dans des entreprises associées de 0,3 G\$.

Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 1,9 G\$, soit 1,2 G\$ de plus qu'à la période correspondante de 2022. Les résultats de la période considérée comprennent le capital net fourni aux détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle de 0,8 G\$, d'autres activités de financement de 0,8 G\$ et la distribution aux porteurs de parts de 0,4 G\$. Ces flux de trésorerie ont été partiellement contrebalancés par le produit net des emprunts de 0,1 G\$. Les résultats de la période précédente comprenaient les sorties de trésorerie liées au règlement de la contrepartie différée de 1,0 G\$ de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil et au remboursement d'un dépôt de 0,2 G\$ à Brookfield, le capital net fourni aux détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle de 0,2 G\$ et la distribution aux porteurs de parts de 0,4 G\$. Ces sorties de trésorerie ont été partiellement contrebalancées par le produit net des emprunts de 1,1 G\$.

CAPITAUX PROPRES

Le tableau suivant présente le nombre total de parts de société en commandite de la société de portefeuille SEC en circulation.

	Au 30 juin 2023	Au 31 décembre 2022
Parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	193 587 223	193 587 223
Parts de commandité spécial	2 400 631	2 400 631
Parts de commandité gestionnaire	458 747 440	458 380 315
Total	654 735 294	654 368 169

Une société liée de Brookfield, en sa qualité de commandité spécial de la société de portefeuille SEC, a droit au versement de distributions incitatives fondées sur l'excédent des distributions trimestrielles sur les parts de société en commandite, les parts d'Exchange LP, les parts de société en commandite échangeables de BIPC et les actions échangeables de BIPC par rapport aux cibles convenues. Dans la mesure où les distributions sur ces titres dépassent 0,1218 \$ par part/action par trimestre, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial d'obtenir 15 % des distributions dépassant ce seuil, jusqu'à 0,1320 \$ par part/action.

Dans la mesure où les distributions sur les parts de société en commandite, les parts d'Exchange LP, les parts de société en commandite échangeables de BIPC et les actions échangeables de BIPC dépassent 0,1320 \$ par part/action, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial d'obtenir 25 % des distributions dépassant ce seuil. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023, une distribution incitative de 66 M\$ et de 132 M\$, respectivement, a été versée au commandité spécial (2022 – 60 M\$ et 120 M\$).

VALEUR D'ENTREPRISE

Nous définissons la valeur d'entreprise comme la capitalisation boursière de notre société en commandite majorée des parts privilégiées et de la quote-part de la société en commandite de la dette, déduction faite de la trésorerie. En plus des parts de société en commandite, la structure du capital de notre société en commandite comprend les actions échangeables de BIPC, les parts de société en commandite échangeables de BIPC, les parts de commandité et les parts de société en commandite rachetables, ainsi que les parts d'Exchange LP. Nous incluons la valeur d'entreprise comme mesure pour aider les utilisateurs à comprendre et à évaluer la structure du capital de la société en commandite.

Le tableau qui suit présente la valeur d'entreprise au 30 juin 2023 et au 31 décembre 2022.

EN M\$ US	Au 30 juin 2023			Au 31 décembre 2022
	BIPC ¹	Brookfield Infrastructure ²	Valeur d'entreprise consolidée	Valeur d'entreprise consolidée
Actions/parts en circulation	115,7	656,0	771,7	771,4
Prix ³	45,58 \$	36,50 \$	— \$	— \$
Capitalisation boursière	5 274	23 944	29 218	24 821
Parts privilégiées, actions privilégiées et billets subordonnés perpétuels ⁴	—	1 283	1 283	1 283
Dette nette ⁵	3 426	19 377	22 803	19 188
Valeur d'entreprise	8 700 \$	44 604 \$	53 304 \$	45 292 \$

1. Comprend les actions échangeables de BIPC et les parts de société en commandite échangeables de BIPC.

2. Comprend les parts de société en commandite, les parts de commandité et les parts de société en commandite rachetables, ainsi que les parts d'Exchange LP.

3. Le calcul de la valeur de marché de notre société en commandite repose sur le cours de clôture des actions échangeables de BIPC et de nos parts à la Bourse de New York.

4. Comprend des parts privilégiées d'un montant de 918 M\$, des actions privilégiées d'un montant de 72 M\$ et des billets subordonnés perpétuels d'un montant de 293 M\$.

5. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ci-devant pour un rapprochement détaillé de la dette nette de Brookfield Infrastructure et de la dette consolidée de notre société en commandite dans les états consolidés de la situation financière.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, Brookfield Infrastructure a conclu les transactions présentées ci-après avec des parties liées. La société mère immédiate de Brookfield Infrastructure est notre société en commandite. La société mère ultime de Brookfield Infrastructure est Brookfield. Les autres parties liées de Brookfield Infrastructure sont ses filiales et ses entités en exploitation.

Tout au long de l'exercice, le commandité, en sa capacité de commandité de notre société en commandite, verse des jetons de présence dont une partie est imputée au coût à notre société en commandite conformément à notre convention de société en commandite. Un montant de 1 M\$ a été engagé relativement aux jetons de présence au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023 (2022 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et le semestre).

Depuis sa constitution, Brookfield Infrastructure a une convention de gestion (la « convention-cadre de services ») conclue avec certains fournisseurs de services (les « fournisseurs de services »), qui sont des filiales entièrement détenues de Brookfield.

En vertu de la convention-cadre de services, Brookfield Infrastructure verse chaque trimestre aux fournisseurs de services des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % par trimestre (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société en commandite. Les honoraires de gestion de base se sont chiffrés à 106 M\$ et à 206 M\$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023 (2022 – 105 M\$ et 223 M\$). Au 30 juin 2023, une somme de 104 M\$ était à payer aux fournisseurs de services (31 décembre 2022 – 91 M\$).

Aux fins du calcul des honoraires de gestion de base, la valeur de marché de notre société en commandite correspond au total de la valeur de l'ensemble des parts en circulation de notre société en commandite (en supposant la conversion de la totalité des parts de société en commandite rachetables de Brookfield dans la société de portefeuille SEC en parts de notre société en commandite), des parts privilégiées et des titres des autres bénéficiaires des services (tels qu'ils sont définis dans la convention-cadre de services de Brookfield Infrastructure) qui ne sont pas détenus par Brookfield Infrastructure, majoré du total de la dette impayée à l'égard d'une tierce partie, assortie d'un recours à l'endroit d'un bénéficiaire des services, déduction faite de toute la trésorerie détenue par ces entités.

Au 30 juin 2023, Brookfield Infrastructure avait un emprunt de 25 M\$ auprès d'une filiale de Brookfield (31 décembre 2022 – 25 M\$). L'emprunt est remboursable en totalité avant la fin de 2024, et est assorti d'un taux d'intérêt de 1,7 %.

À l'occasion, Brookfield Infrastructure place des dépôts auprès de Brookfield, ou en reçoit de cette dernière. Au 30 juin 2023, le solde net de nos dépôts auprès de Brookfield était de néant (31 décembre 2022 – néant), et Brookfield Infrastructure n'a engagé aucune charge d'intérêts pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023 (2022 – moins de 1 M\$ et 2 M\$). Les dépôts portent intérêt aux taux du marché.

Brookfield Infrastructure a conclu une facilité de crédit renouvelable de 1 G\$ avec Brookfield afin de fournir des liquidités additionnelles aux fins des besoins généraux de la société en commandite et des dépenses d'investissement, au besoin. Au 30 juin 2023, il n'y avait aucun emprunt impayé (31 décembre 2022 – néant).

Au 30 juin 2023, Brookfield Infrastructure avait des emprunts d'environ 140 M\$ à payer à des filiales et des entreprises associées de Brookfield (31 décembre 2022 – 160 M\$) et un montant net d'environ 10 M\$ à payer à des filiales de Brookfield (31 décembre 2022 – 0,7 G\$).

Les filiales de Brookfield Infrastructure fournissent des services de chauffage, de refroidissement et de raccordement, des services maritimes portuaires et des services de gaz naturel selon les modalités en vigueur sur le marché dans le cours normal des activités à des filiales et à des entreprises associées de Brookfield. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023, des produits d'environ 7 M\$ et 9 M\$, respectivement, ont été générés (2022 – moins de 2 M\$ et 3 M\$).

Les filiales de Brookfield Infrastructure achètent de l'énergie, louent des locaux pour bureaux et ont recours aux services de construction, aux services-conseils et aux services d'ingénierie dans le cours normal des activités offerts par des filiales et des entreprises associées de Brookfield selon les modalités en vigueur sur le marché. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023, des charges de 34 M\$ et de 69 M\$, respectivement, ont été engagées (2022 – 27 M\$ et 28 M\$).

En outre, au 30 juin 2023, des filiales de Brookfield Infrastructure avaient enregistré des actifs découlant de contrats de location et des obligations locatives de 12 M\$ (31 décembre 2022 – 12 M\$) auprès d'une filiale de Brookfield.

Au cours du quatrième trimestre de 2022, notre société en commandite a vendu un portefeuille de placements qui comprenait des participations partielles dans des filiales consolidées et des actifs financiers d'une juste valeur d'environ 310 M\$ à une société liée de Brookfield en contrepartie de titres d'une valeur égale. Le portefeuille de placements représentait des actifs de démarrage en vue de la commercialisation par Brookfield d'une nouvelle gamme de produits destinée à des tiers investisseurs, ce qui, le moment venu, permettra à notre société en commandite, sous réserve de certaines conditions, de monétiser les titres afin de générer des liquidités. Les titres sont comptabilisés comme des actifs financiers dans l'état consolidé de la situation financière. La réduction des participations partielles dans les filiales consolidées est reflétée dans l'augmentation de la participation ne donnant pas le contrôle d'autres entités dans les filiales en exploitation dans l'état consolidé de la situation financière. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023, notre société en commandite a exercé son option de rachat liée aux titres et a racheté une partie de ses parts d'une juste valeur de 120 M\$ et de 182 M\$, respectivement, déduction faite des apports.

Le 28 mars 2023, des filiales de la société en commandite ont conclu des accords de prêts parallèles avec une société liée de Brookfield pour un produit total de 500 M\$. Ces emprunts représentent des emprunts sans recours contre la société en commandite et sont présentés à titre d'emprunts sans recours dans les états consolidés de la situation financière. Chaque emprunt porte intérêt au SOFR majoré de 200 points de base par année et arrive à échéance le 27 mars 2024. Les intérêts sur chaque emprunt étaient de 9 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023.

Le 3 août 2023, la société en commandite a convenu de vendre sa participation effective de 7,9 % dans son entreprise de services publics réglementés en Australie à une société liée de Brookfield pour un produit net d'environ 450 M\$. Le prix de vente a été fixé en fonction de la juste valeur déterminée dans le cadre d'une évaluation indépendante. La transaction a été approuvée par le comité consultatif des commanditaires de l'acquéreur et devrait se conclure au troisième trimestre de 2023.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Nous n'avons conclu aucun arrangement hors bilan qui a ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, actuellement ou dans l'avenir, pour les investisseurs, sur notre situation financière, l'évolution de notre situation financière, nos produits ou nos charges, nos résultats d'exploitation, notre situation de trésorerie, nos dépenses d'investissement ou nos ressources en capital.

Nous fournissons, au nom de nos filiales, des lettres de crédit qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, des garanties relatives à des réserves pour le service de la dette, à des réserves au titre du capital, à l'achèvement des travaux de construction et à la performance. Au 30 juin 2023, les lettres de crédit émises au nom de nos filiales s'élevaient à 11 M\$ (31 décembre 2022 – 12 M\$).

Dans le cours normal des activités, nous signons des conventions qui prévoient des indemnisations et qui accordent des garanties à des tiers relativement à certaines transactions, notamment des cessions ou des acquisitions d'entreprises, des projets de construction, des projets d'investissement et des ventes ou des achats d'actifs ou de services. Nous avons également convenu d'indemniser nos administrateurs et certains de nos dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne nous permet pas d'établir une estimation raisonnable du montant maximal que nous pourrions être tenus de verser à des tiers, car bon nombre d'ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, nous n'avons versé aucun montant important en vertu de ces conventions d'indemnisation.

Estimations comptables critiques

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses importants qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources au cours de la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision ne touche que cette période, ou dans la période de révision et les périodes futures si la révision touche à la fois la période considérée et les périodes futures.

Les jugements et estimations importants formulés par la direction et utilisés dans le cours normal de la préparation des états financiers consolidés de notre société, que nous considérons comme critiques, sont présentés ci-dessous.

Réévaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont réévaluées périodiquement. Les estimations et hypothèses critiques qui sous-tendent l'évaluation des immobilisations corporelles sont présentées à la note 14, « Immobilisations corporelles », de nos états financiers consolidés audités au 31 décembre 2022. Les immobilisations corporelles de notre société en commandite sont évaluées à la juste valeur sur une base récurrente, et la date de prise d'effet de la réévaluation de toutes les catégories d'actifs a été fixée au 31 décembre 2022. Brookfield Infrastructure détermine la juste valeur à l'aide de la méthode par les résultats et de la méthode du coût, en tenant dûment compte des données d'entrée importantes comme le taux d'actualisation, le multiple de valeur finale, l'horizon de placement global, la durée d'utilité et le coût de remplacement.

Dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et des participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Notre société en commandite évalue la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en examinant la valeur d'utilité ou la juste valeur diminuée des coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill ou l'immobilisation incorporelle a été attribué. Brookfield Infrastructure utilise les hypothèses et les estimations critiques suivantes : les circonstances ayant engendré le goodwill, le calendrier et le montant des flux de trésorerie futurs attendus de l'unité génératrice de trésorerie, les taux d'actualisation, les taux de capitalisation finaux, les dates d'évaluation finales, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles.

L'évaluation de la dépréciation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises nécessite une estimation de la valeur recouvrable de l'actif.

Les autres estimations utilisées dans la préparation des états financiers de notre société en commandite portent sur les taux d'amortissement et la durée d'utilité, les montants recouvrables liés au goodwill et aux immobilisations incorporelles, et la capacité d'utiliser les attributs fiscaux.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2023, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière (au sens donné à l'expression correspondante [internal control over financial reporting] dans les règles 13a-15[f] et 15d-15[f] de l'Exchange Act) qui a eu une incidence significative, ou dont il est raisonnable de croire qu'il aura une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Nous avons exclu de notre évaluation le contrôle interne à l'égard de l'information financière de HomeServe PLC et de Transmissora Sertaneja de Electricidade S.A., dont nous avons acquis le contrôle le 4 janvier 2023 et le 2 mai 2023, respectivement. Les états financiers de ces entités constituent environ 9,9 % du total de l'actif, 17,8 % des capitaux propres, 13,2 % des produits et 0,6 % du bénéfice net des états financiers consolidés de notre société en commandite au 30 juin 2023 et pour le semestre clos à cette date.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et des déclarations prospectives au sens prescrit par les lois sur les valeurs mobilières applicables. De telles déclarations peuvent être faites dans ce rapport, dans d'autres documents déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la SEC, ou dans d'autres communications publiques. Les termes « avoir tendance à », « chercher à », « cibler », « prévoir », « croire », « s'attendre à », « pouvoir », « viser », « avoir l'intention de », « objectif », « perspective », « s'appliquer à », « estimer », « probable », « continuer », « planifier », les variations de ces termes et d'autres expressions similaires, ou le pendant négatif de ces termes ou expressions, et les expressions similaires indiquant le futur ou le conditionnel comme « pourra », « serait » et « devrait », qui sont des prédictions ou des indications des futurs événements, tendances et perspectives et qui ne sont pas associés à des faits historiques, constituent des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives du présent rapport de gestion comprennent entre autres des déclarations à l'égard de la tendance à la hausse de nos actifs au fil du temps; de la croissance de nos actifs et de nos activités; de l'augmentation des FTO par part et de l'appréciation du capital qui en découle; des rendements du capital investi et des capitaux propres; de l'augmentation de la demande à l'égard des marchandises et de la circulation mondiale des marchandises; des dépenses d'investissement prévues; de l'incidence des projets d'investissement prévus par les clients de nos activités sur la performance et sur la croissance de ces activités; de l'étendue des charges générales et des frais généraux et administratifs; de notre capacité à conclure des acquisitions (y compris celles dont il est fait mention dans le présent rapport de gestion et d'autres transactions prévues); de notre capacité à tirer profit des occasions du marché; des perspectives futures des actifs que nous exploitons ou exploiterons; du partenariat avec des investisseurs institutionnels; de la capacité à cerner, à acquérir et à intégrer de nouvelles occasions d'acquisition; du rendement cible à long terme de nos actifs; de la viabilité de nos niveaux de distribution; de la croissance des distributions et des ratios de distribution; des résultats et des marges d'exploitation pour notre entreprise pour chacune de nos activités; des perspectives futures des marchés pour nos produits; de nos plans de croissance par le biais de la croissance interne et des dépenses d'investissement; de la capacité à atteindre les objectifs fixés; de la capacité à générer des efficacités opérationnelles; des attentes en matière de rendement du capital investi pour l'entreprise; des prix fixés par contrat et des tarifs réglementés pour nos activités; de nos investissements de maintien et dépenses d'investissement futurs prévus; de la capacité à affecter du capital dans des investissements rentables; de l'incidence sur l'entreprise de notre position quant au contexte économique futur; de notre capacité à maintenir suffisamment de liquidités; de notre capacité à prélever des fonds sur nos facilités de crédit bancaire; de notre capacité à obtenir du financement au moyen de l'émission de titres de capitaux propres ou de titres d'emprunt; des expansions des activités existantes; des sources probables d'occasions futures sur les marchés dans lesquels nous exerçons nos activités; du plan de financement pour nos sociétés en exploitation; des activités de gestion des opérations de change et d'autres déclarations concernant nos croyances, nos perspectives, nos plans, nos attentes et nos intentions. Bien que nous soyons d'avis que les résultats, la performance ou les réalisations futurs attendus de la société en commandite qui sont énoncés ou sous-entendus dans l'information et les déclarations prospectives sont fondés sur des hypothèses et des attentes raisonnables, le lecteur ne doit pas accorder une confiance induite à l'information et aux déclarations prospectives, puisque celles-ci sous-tendent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus ou non, qui pourraient faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la société en commandite diffèrent significativement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives.

Parmi les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont envisagés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives contenues dans le présent document, citons la conjoncture dans les territoires où nous exerçons des activités et ailleurs, qui pourrait avoir une incidence sur les marchés pour nos produits et services; la capacité de faire croître les entreprises de Brookfield Infrastructure; notre capacité d'atteindre les jalons nécessaires pour offrir les rendements visés pour nos porteurs de parts, laquelle est incertaine et dépend en partie de l'accès à du capital et du maintien de prix des marchandises avantageux; l'incidence des conditions du marché sur nos entreprises, y compris en raison de l'éclosion de COVID-19; le fait que le succès de Brookfield Infrastructure dépend de la demande sur le marché pour une société d'infrastructures, laquelle est inconnue; la disponibilité du financement par emprunt ou par capitaux propres pour Brookfield Infrastructure; la capacité de conclure des acquisitions dans le secteur concurrentiel des infrastructures (y compris les éventuelles acquisitions mentionnées dans la lettre aux porteurs de parts, dont certaines sont assujetties à des conditions, et l'incapacité de conclure une entente définitive avec des contreparties pour les transactions dont il est question aux présentes telles qu'elles sont envisagées actuellement, car rien ne garantit que ces transactions seront acceptées ou conclues) et d'intégrer efficacement les acquisitions dans les activités existantes; les changements technologiques qui pourraient perturber les entreprises et les secteurs dans lesquels nous investissons; les conditions du marché pour les principales marchandises, dont le prix, l'offre et la demande peuvent avoir une incidence importante sur la performance financière et d'exploitation de notre entreprise; les décisions réglementaires qui ont une incidence sur nos entreprises réglementées; notre capacité de conclure des contrats à des conditions favorables; les événements météorologiques qui ont une incidence sur notre entreprise; les débits de circulation sur nos routes à péage; les pandémies ou épidémies; et les autres risques et facteurs présentés dans les documents déposés par nous auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières du Canada et des États-Unis, notamment à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F et d'autres risques et facteurs décrits dans ces documents. En outre, nos résultats futurs pourraient être influencés par les risques associés à la COVID-19 ainsi que par la réduction mondiale du commerce et des voyages et la volatilité importante des marchés boursiers à l'échelle mondiale qui en découleraient, ce qui pourrait entraîner une diminution des flux de trésorerie et des pertes de valeur et/ou des réévaluations de nos placements et de nos actifs d'infrastructures, et nous pourrions ne pas être en mesure d'atteindre les rendements escomptés.

Nous apportons cette mise en garde : la liste précédente des facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de Brookfield Infrastructure, les investisseurs et les autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, la société en commandite ne s'engage nullement à publier une mise à jour de l'information ou des déclarations prospectives, de façon écrite ou orale, qui pourrait s'avérer nécessaire par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.